



# WFM BULLETIN

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales



Numéro 115 - Février 2007

## NOTRE OPINION

- Le Forum social mondial : une halte à mi-chemin

## LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- Birmanie: la Wildlife Conservation Society aide la junte militaire à 'verdir' son image
- Brésil : les barrages priveraient la tribu isolée des Enawene Nawe de ses moyens de subsistance
- Colombie: les U'wa résistent à la prospection pétrolière
- Costa Rica : les conséquences de la conservation de type commercial pour les paysans, les femmes et les enfants de la forêt tropicale
- Équateur: le gouvernement se heurte à un défi dans le parc national Yasuni
- Inde: la loi sur les droits forestiers, une nouvelle arme pour le combat
- Mali : les forêts et la souveraineté alimentaire

## LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- Australie: la Tasmanie montre la voie pour bannir les plantations d'arbres
- Brésil: les pratiques trompeuses de Veracel
- Cameroun : les "forêts" d'hévéas de la FAO
- Inde: le projet forestier de la Banque mondiale va de mal en pire
- Kenya: semons la paix et l'espoir, non le conflit!
- Malaisie : un projet de plantation d'acacias menace la forêt de Belum-Temenggor
- Vietnam: que se passe-t-il dans le secteur de la pâte et du papier ?

## PUITS DE CARBONE

- Ouganda: notes d'une visite au mont Elgon

## BIOCARBURANTS

- La méthode sans perspective d'avenir de l'UE pour rendre les transports compatibles avec le climat : plus on bouffe du carburant, plus on est vert
- La ruée vers les biocarburants : la terre doit servir à alimenter les gens, non les voitures

NOTRE OPINION

## – Le Forum social mondial : une halte à mi-chemin

Le Forum social mondial s'est réuni à Nairobi, au Kenya, du 20 au 25 janvier. Au-delà des critiques, souvent tout à fait justifiées, qu'il a soulevées de la part des participants eux-mêmes, nous souhaitons commenter surtout, plutôt que ce qu'on y a dit ou fait, le message du Forum : « un autre monde est possible ».

Ce message implique que le monde actuel a cessé d'être possible. Dans ce monde de plus en plus dominé par les grandes entreprises, les problèmes écologiques et sociaux s'aggravent d'année en année. Malgré l'invention incessante de solutions supposées de la part de ceux qui cherchent à le maintenir en vie à tout prix, les remèdes s'avèrent, dans la plupart des cas, pires que la maladie. Examinons quelques-unes de ces « solutions » dans le domaine d'action du WRM :

- Face à la diminution de la diversité biologique, la principale « solution » est l'établissement de zones protégées qui impliquent, entre autres, l'expulsion des populations qui les habitent.
- Face au déboisement, plusieurs « solutions » s'accumulent : les zones protégées, les plantations d'arbres en régime de monoculture, la certification des plantations et des forêts.
- Face au changement climatique, parmi les « solutions » proposées figurent les puits de carbone (des plantations d'arbres à grande échelle) et les biocarburants (des plantations de palmier à huile, de soja et de maïs transgéniques, de canne à sucre).

Chacune de ces « solutions » entraîne une foule de conséquences graves pour la société et l'environnement, que nous avons analysées dans de nombreux articles du bulletin du WRM. Leur valeur réelle est nulle, et elles ne servent qu'à donner l'impression trompeuse que tout peut être résolu sans avoir recours aux changements profonds qu'il faudrait introduire d'urgence. Elles permettent, entre autres choses :

- de poursuivre le déboisement pour que les grandes entreprises (forestières, minières, pétrolières, hydroélectriques, crevettières) continuent de gagner de l'argent, sous prétexte qu'il y a des zones protégées pour maintenir la diversité biologique, que les plantations diminuent la pression sur les forêts (et qu'elles sont certifiées), que les barrages hydroélectriques ne produisent pas d'émissions de gaz à effet de serre, et ainsi de suite ;
- de continuer à promouvoir les plantations en régime de monoculture (agricoles et forestières) et le paquet de produits chimiques toxiques et transgéniques dont elles s'accompagnent, pour que les grandes entreprises (de semences, chimiques, biotechnologiques, papetières) continuent à gagner de l'argent, sous prétexte qu'elles veulent pallier la faim dans le monde, ou remplacer le pétrole par des biocombustibles, ou produire le papier dont le monde a besoin ;
- de continuer à dérégler le climat en brûlant sans cesse des combustibles fossiles, non seulement pour que les entreprises pétrolières continuent de gagner de l'argent mais pour que d'autres grandes entreprises (sucrières, biotechnologiques, productrices d'huile de palme, etc.) puissent se joindre à l'affaire ;
- de continuer à détruire la base de la subsistance de millions de paysans et d'indigènes, en permettant que de grandes entreprises (biotechnologiques, pharmaceutiques, papetières, de distribution d'eau, etc.) s'approprient les terres, l'eau et les forêts.

Malgré sa robustesse apparente, il est devenu évident que, du point de vue social et écologique, ce monde n'est pas viable à long terme et qu'il est en train de détruire les fondations de la planète que

nous habitons tous : le climat, l'eau, le sol, l'air, la diversité biologique.

Devant cette situation, le message du forum est qu'un autre monde est possible. Quel monde ? Un monde socialement solidaire et respectueux de l'environnement. Comment sera-t-il ? Nous ne connaissons pas la réponse, mais nous restons convaincus qu'il est possible. Comment y parvient-on ? Les paroles de l'écrivain Eduardo Galeano nous pousseront peut-être à y réfléchir :

« L'utopie est à l'horizon. Je fais deux pas en avant, elle s'éloigne de deux pas. Je fais dix pas de plus, elle s'éloigne de dix pas. Aussi loin que je puisse marcher, je ne l'atteindrai jamais. À quoi sert l'utopie ? À cela : elle sert à avancer. »

Dans cette marche, le Forum social mondial n'est qu'une halte à mi-chemin, où une énorme diversité de voyageurs s'arrêtent pour échanger des idées. Ce qui compte n'est pas ce qu'on fait dans le Forum, ni ce que le Forum peut faire, mais que les voyageurs découvrent peu à peu les chemins qui mènent à cet « autre monde possible ».

[index](#)

---

## LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

### – Birmanie: la Wildlife Conservation Society aide la junte militaire à 'verdier' son image

La lointaine vallée de Hugawng, située dans l'État de Kachin du Nord de la Birmanie, a été reconnue au plan international comme l'un des sites les plus riches en diversité biologique du monde, au point que même le régime militaire du pays l'a laissée pratiquement intacte jusqu'au milieu des années 1990.

En 1994, après le cessez-le-feu entre l'Organisation pour l'indépendance de Kachin (KIO) et la junte, les habitants de la région avaient l'espoir que la paix permettrait de relancer l'économie et d'améliorer leurs conditions de vie. Pourtant, un nouveau rapport intitulé Valley of Darkness (la vallée des ténèbres), rédigé en secret par des chercheurs locaux et publié en 2007 par Kachin Development Networking Groups, dit que « sous le contrôle croissant de la junte, les riches ressources de la vallée sont devenues une malédiction ».

Avec l'aide de la Wildlife Conservation Society, d'origine nord-américaine, la junte militaire qui gouverne la Birmanie est en train d'établir la Réserve de tigres de la vallée de Hugawng, qui sera la plus grande du monde. Or, la situation des personnes qui habitent à cet endroit n'est pas du tout prise en compte. Le rapport révèle que la junte birmane a confisqué des fermes et des foyers pour ses installations militaires, et qu'elle est en train de vendre de vastes étendues sous la forme de concessions minières pour l'extraction d'or : en 2002, 18 % de la surface totale de l'État de Kachin ont été destinés à cette fin, et le nombre des concessions les plus importantes est passé de 14 en 1994 à 31 en 2006. Les forêts et les cours d'eau de la vallée sont maintenant ravagés par plus d'une centaine de mines hydrauliques et souterraines qui utilisent des pompes et des dragues mécaniques et qui déversent des résidus contaminés de mercure.

Ces activités ont des effets dévastateurs, non seulement sur l'environnement mais sur les communautés locales. « La junte et une poignée d'hommes d'affaires sont les seuls à tirer profit de l'or, tandis que la population locale en subit les conséquences », dit le rapport. D'autre part, l'afflux de

milliers de migrants désespérés de tout le pays, ainsi que la dureté des conditions de travail, le manque d'opportunités d'éducation et la pauvreté, ont provoqué l'expansion des industries de la drogue, du sexe et du jeu dans cette vallée naguère intacte. La consommation de drogues par voie intraveineuse et l'industrie du sexe ont accéléré la propagation du VIH/SIDA.

La Wildlife Conservation Society allègue que la junte birmane a éliminé presque toutes les activités minières dans la vallée. Le rapport mentionné prouve le contraire, et rapporte les paroles des gens des lieux qui témoignent de leur manque total de bénéfices et de participation au soi-disant « programme de développement de la zone frontalière » dont la junte ne cesse de se vanter.

« Nous voulons faire savoir au monde que le régime militaire de la Birmanie met en péril autant les tigres que la population de la vallée de Hugawng », affirme le rapport.

Extrait édité de : "Valley of Darkness. Gold mining and militarization in Burma's Hugawng Valley", 2007, Kachin Development Networking Groups (KDNG), adresse électronique : [kdnngroup@gmail.com](mailto:kdnngroup@gmail.com). La version intégrale du rapport est disponible sur : [www.aksyu.com](http://www.aksyu.com)

[index](#)

---

### **– Brésil : les barrages priveraient la tribu isolée des Enawene Nawe de ses moyens de subsistance**

Les Enawene Nawe (une petite tribu amazonienne de 420 membres qui vit de la pêche et de la cueillette dans l'État de Mato Grosso, au Brésil) ont été contactés pour la première fois en 1974 et, depuis, ils vivent dans un isolement relatif. Ils plantent dans leurs potagers du manioc et du maïs, et ils récoltent quelques produits de la forêt, comme le miel, mais leur principal moyen de vie est la pêche. Le poisson joue un rôle vital dans leur alimentation, car il s'agit d'une des rares tribus qui ne mangent pas de viande rouge. À la saison de pêche, les hommes construisent de grandes digues à travers les fleuves et campent pendant plusieurs mois dans la forêt, où ils pêchent et fument le poisson qu'ils transportent ensuite sur des pirogues à leur village.

Pendant des décennies, les Enawene Nawe ont subi l'invasion de leurs terres par des saigneurs de latex, des chercheurs de diamants, des éleveurs de bétail et, dernièrement, des planteurs de soja. Maggi, le plus grand producteur de soja du Brésil, y avait construit illégalement une route en 1997 (qu'un procureur fédéral a fait fermer par la suite). Bien que leur territoire ait été officiellement reconnu et ratifié par le gouvernement en 1996, une partie qu'on appelle Rio Preto n'a pas été incluse. Or, cette région a une énorme importance économique et spirituelle pour les Enawene Nawe, car c'est là qu'ils installent leurs digues et leurs campements de pêche, et c'est là qu'habitent de nombreux esprits importants.

À présent, on prévoit de construire onze barrages le long du fleuve Juruena qui traverse le territoire des indiens. Ces barrages seront financés par un consortium d'entreprises dont beaucoup appartiennent à l'industrie du soja.

Les Enawene Nawe s'opposent aux barrages, et ils ont lancé un appel à l'aide pour arrêter leur construction. Ils ont déclaré :

« Nous sommes les Enawene Nawe du village de Halatakiwa. Nous venons de participer à une

réunion. Nous n'avons pas convoqué cette réunion, ce sont les Brésiliens qui nous y ont invités. En plus de nos représentants, il y avait des représentants des tribus des Nambiquara, des Pareci, des Myky et des Rikbaktsa.

À cette réunion nous avons parlé avec un Brésilien sur la construction des barrages. Le Brésilien a dit : 'Venez voir le premier barrage que nous avons construit'. Et il a continué : 'Les barrages sont une bonne chose, et non une mauvaise chose. Les poissons ne mourront pas, l'eau ne deviendra pas sale, la forêt ne mourra pas'.

Nous avons dit clairement aux personnes qui veulent construire les barrages : 'Ne construisez pas les barrages, nous n'en voulons pas'. En ce qui concerne les Enawene Nawe, nous sommes tout à fait opposés aux barrages. Nous ne voulons ni une voiture ni de l'argent. Nous pensons au poisson et à l'eau.

Les Rikbaktsa pensent comme nous. Dès que nous sommes rentrés nous nous sommes réunis pour parler entre nous. Ensuite, nous avons parlé avec le procureur public, à Cuiabá [la capitale de l'État de Mato Grosso]. Cette personne a dit que la situation était très difficile. Alors nous avons pensé ceci : OPAN [ONG brésilienne qui travaille avec les peuples autochtones] et le ministère fédéral des affaires publiques devraient regarder ensemble le rapport d'impact ; et nous irons bientôt à Brasilia pour que tous les Enawene Nawe puissent donner leur avis.

Nous demandons de l'aide parce que nous sommes très malheureux, vraiment très malheureux. »

Extrait édité de : "Dams threaten fishing tribe", Survival International, <http://www.survival-international.org/news.php?id=2193>, [http://www.survival-international.org/tribes.php?tribe\\_id=194](http://www.survival-international.org/tribes.php?tribe_id=194).

[index](#)

---

### **– Colombie: les U'wa résistent à la prospection pétrolière**

Le 15 décembre 2006, le gouvernement de la Colombie a fait connaître sa décision de reprendre les activités de prospection pétrolière dans les blocs Sirirí et Catleya, qui s'étendent sur les départements d'Arauca, Santander, Norte de Santander et Boyacá, dans le Nord-Est du pays, à l'intérieur du territoire des U'wa.

Pendant plus d'une décennie les U'wa ont dit au monde ce que le pétrole implique pour leur vie culturelle et spirituelle ; ils n'ont pas cessé de dénoncer les conséquences que l'exploitation pétrolière aurait pour leur territoire et leur culture, et ils ont même offert leur vie pour se défendre du dénommé développement. Leur lutte et leur conviction ont inspiré d'autres peuples du reste du monde, qui ont vu comment l'industrie pétrolière, qui ne bénéficie que quelques-uns, détruisait leurs vies. Avec l'argument du développement et du progrès, on prétend leur imposer ces projets qui n'apportent que la dévastation.

De nombreux chercheurs et experts en matière de conflits écologiques et sociaux causés par l'industrie pétrolière ont constaté les dégâts que la recherche de pétrole a provoqués, et provoquera encore, dans les territoires et l'existence des U'wa. Ferry Lynn Karl, professeur de l'université de Stanford, aux États-Unis, a fait une analyse minutieuse des effets négatifs du projet Sirirí/Catleya sur les écosystèmes et sur la situation économique et sociale des indigènes ; elle a prévenu en outre que

ce projet pourrait susciter une situation de violence dans la région.

La décision du gouvernement implique la méconnaissance du droit des U'wa à leur territoire ancestral, qui comprend le sol et le sous-sol. Le brevet du roi remis par la Couronne à la Nation Tuneba (U'wa) en 1802 avait ratifié et délimité leur juridiction sur les actuels départements de Casanare, Arauca, Boyacá, Santander, Norte de Santander, et sur une partie du territoire vénézuélien. Ces droits furent réaffirmés en 1887 par la Loi colombienne n° 153, ainsi que par l'article 332 de la Constitution de 1991. La décision du ministère de l'Intérieur de poursuivre le projet pétrolier Sirirí/Catleya viole en outre la Convention 169 de l'OIT et les recommandations accordées en 1998 entre le gouvernement national et le peuple U'wa.

Dans le cadre du processus de « consultation préalable » lancé par le gouvernement au sujet de la prospection et l'exploitation de pétrole dans le territoire U'wa, l'organisation indigène d'Arauca, Ascavidar, a donné une réponse négative ; quant à l'organisation ASOU'WA, qui regroupe les indigènes U'wa de Santander, Norte de Santander et Boyacá, elle a refusé la consultation. Malgré cela, le gouvernement a annoncé qu'il convoquera les organisations pour qu'elles participent à la réalisation du Plan de gestion environnementale.

Plus de 120 organisations colombiennes et de divers endroits du monde, ainsi qu'une trentaine de particuliers, ont adressé le 22 décembre 2006 une lettre au président de la Colombie, Alvaro Uribe, pour manifester leur étonnement et leur indignation face à la décision de procéder à des explorations pétrolières dans le territoire des U'wa. Dans cette lettre ils lui demandent de reconsidérer la décision d'autoriser l'exploration sismique dans le territoire du peuple U'wa et de classer définitivement le projet.

Un vieillard du nom de Gubanu, qui est un werjayu (un sage), a parcouru pieds nus le district de la capitale, en une nouvelle étape de la diplomatie U'wa. Avec Luis Tegria Sirakubo, président de l'Association des autorités traditionnelles et des assemblées U'wa (ASOU'WA), il s'est réuni à Bogotá avec des représentants de l'Union européenne, de l'ambassade de Venezuela et de nombreuses organisations sociales et non gouvernementales qui secondent l'opposition de ce peuple à la réalisation d'activités pétrolières dans son territoire. Gubanu a accompli la mission que son peuple lui avait confiée : ratifier l'opinion des U'wa au sujet du pétrole et confirmer qu'ils s'opposent catégoriquement au processus de consultation préalable proposé par le gouvernement, comme ils l'ont manifesté le 12 octobre 2006.

Les délégués U'wa ont eu une réunion avec la presse, où ils ont donné leur avis sur l'exploitation pétrolière : non seulement elle extrait le sang de la terre mère mais la laisse en très mauvais état. « C'est pour cela qu'il n'y a plus autant de poisson qu'avant, qu'il fait plus chaud et que l'ayú sacré (la feuille de coca), avec lequel le werjayu fait ses travaux spirituels, est mort », a dit le vieillard.

Pour toutes ces raisons, comme affirment les organisations qui appuient la lutte des U'wa : « Le projet pétrolier Sirirí/Catleya ne doit pas être poursuivi. Nous voulons vous dire [au président Uribe] que les U'wa ne sont pas seuls, que nous allons continuer d'appuyer leur lutte courageuse, que nous serons à leurs côtés jusqu'à ce que le gouvernement de la Colombie et les entreprises pétrolières Ecopetrol et Repsol YPF aient compris que ce territoire est sacré et que les cultures qui ont des principes n'ont pas de prix ».

Article fondé sur des informations tirées de : Lettre au président de la République de Colombie, Alvaro Uribe Vélez, Bogotá, 22 décembre 2006, publiée par le bulletin Ambientalistas en Acción n° 55, [http://www.censat.org/Documentos/AmbientalistasAccion/Carta\\_presidente\\_uwas.pdf](http://www.censat.org/Documentos/AmbientalistasAccion/Carta_presidente_uwas.pdf) ; "U'was



---

### **– Costa Rica : les conséquences de la conservation de type commercial pour les paysans, les femmes et les enfants de la forêt tropicale**

L'économie du Costa Rica est fondée sur l'exportation, et le pays manque de toute indépendance politique ou économique. La pression exercée sur les ressources par le système mondial a conduit à une forte inégalité. Depuis le Protocole de Kyoto, les néolibéraux ont redéfini les forêts, qui sont devenues des « génératrices d'oxygène », un concept auquel le Costa Rica a adhéré. Dans ce contexte, les communautés locales, et surtout celles qui habitent dans les forêts tropicales et qui dépendent pour leur survie des richesses qu'elles leur fournissent, ont subi la destruction de leur système de subsistance.

La crise écologique mondiale a mis en lumière le fait que la végétation de la forêt piège ce carbone qui, s'il était libéré, contribuerait à accumuler de la chaleur dans l'atmosphère, faisant monter la température et accélérant le changement climatique. Dans le cadre du développement durable, les forêts sont devenues un « capital naturel » mais, en fait, elles sont beaucoup plus que cela. La forêt est un mécanisme essentiel pour le contrôle des inondations. Les arbres sont reliés entre eux par une foule de créatures qui y trouvent leur nourriture, leur abri ou leur lieu de nidification, par leur accès commun à l'eau, à l'air et à la lumière du soleil, et par un système souterrain de champignons qui font de l'ensemble des arbres un super-organisme. Les habitants de la forêt tropicale font partie, eux aussi, de ce super-organisme.

Le dénommé développement durable a aggravé les inégalités en matière d'accès aux ressources. En effet, il a intensifié l'enclôture des terres entreprise en 1989 par le ministère des Ressources naturelles, de l'Énergie et des Mines (MIRENEM, actuellement MINAE) au moyen du Système de zones de conservation (SINAC). Ce modèle de conservation a été mis en oeuvre pour gérer la faune et la diversité biologique du pays. Sous la supervision de l'actuel ministère de l'Environnement et de l'Énergie (MINAE), le pays a été divisé en 11 zones de conservation où il y avait des animaux, des terres privées et des établissements humains. Ainsi, le modèle de l'enclôture a été appliqué à 25,58 % du territoire national. Les terres expropriées ont été organisées à l'instar des parcs nationaux nord-américains, d'où les gens sont exclus sous prétexte qu'ils ne jouent aucun rôle dans le maintien des écosystèmes. Ces expropriations sont associées à des réseaux politiques et commerciaux transnationaux pour créer des « parties prenantes » locales et mondiales par le biais de catégories de gestion telles que le Patrimoine de l'humanité, les parcs nationaux, les zones humides, les réserves biologiques, les zones protégées, les réserves de forêt et les refuges pour la faune. Simultanément, on démarque des frontières intérieures, en écartant la population locale qui possédait des volcans, des cascades, des rivières, des sources thermales, des singes hurleurs à manteau et des refuges où fraient les tortues. Ces terres clôturées sont affectées à l'extraction minière, à la recherche, à l'écotourisme et à la vente d'oxygène.

Le Protocole de Kyoto a introduit une nouvelle conceptualisation des forêts tropicales du monde. À présent, elles sont évaluées du point de vue économique, en fonction de la quantité de carbone qu'elles peuvent piéger. Les zones de conservation sont considérées comme éligibles pour le paiement des « services environnementaux » qu'elles fournissent. Dans l'Aire de conservation

d'Arenal (ACA), organisée par World Wildlife Fund-Canada, les parcs nationaux tels que Volcan Arenal et Volcan Tenorio, et les réserves forestières comme celle de Cerro Chato, vendent de l'oxygène. Mais pour mettre l'oxygène sur le marché, en 1994, l'antérieure réserve de Volcan Arenal a dû être déclarée parc national, et elle est passée de 5 hectares à 12 010 ha. Des communautés entières ont été expulsées par la force. Une demande d'ordonnance présentée au Tribunal suprême du Costa Rica (Division IV du système judiciaire) énumérait les lourdes pertes subies par les paysans qui habitaient dans le bassin de l'Aire de conservation d'Arenal (ACA). Ils ont perdu la terre, les pâturages, les maisons, les laiteries et les routes. Les anciens propriétaires louent maintenant des chaumières ou habitent des taudis. Les effets personnels des paysans, voitures ou petits appareils électroménagers, ont été repris par les banques lorsqu'ils n'ont pas pu rembourser les prêts contractés pour se développer. Ceux qui, en désespoir de cause, sont retournés dans leur terre pour planter des yuccas, des haricots, du maïs et d'autres vivres, ont été accusés d'enfreindre la loi et certains se sont retrouvés en prison.

En enlevant la forêt aux communautés locales qui l'utilisent pour leur subsistance, on condamne à mort les petits et moyens propriétaires terriens. Leurs besoins ne sont pas pris en compte et les membres de la communauté qui habitaient aux alentours sont considérés comme des ennemis de la forêt tropicale. En 1996, La Cuenca de Aguas Claras a été, elle aussi, déclarée réserve forestière, et la zone a subi des changements. En 2001 j'ai participé à une réunion dans la marie de La Cuenca de Aguas Claras, où plus de 200 agriculteurs, hommes et femmes, étaient présents et disposés à être interviewés. Comme ils étaient trop nombreux, ils ont choisi Abel Fuentes et Luis Guimo pour qu'ils parlent en leur nom. Ils se sont portés témoins des faits suivants. D'après M. Fuentes, MINAE dit que « notre mode de subsistance provoque le déboisement et la pollution, et fait baisser le niveau de l'eau de La Cuenca de Aguas Claras. MINAE a exagéré le taux de déboisement pour expulser la plupart des habitants, parce qu'il est en train de reboiser notre terre pour vendre de l'oxygène à d'autres pays et obtenir des 'donations' ». M. Martin Guimo, un autre petit propriétaire qui habite encore la terre expropriée, a ajouté : « Lorsque nous demandons des informations aux fonctionnaires du MINAE, ils décident quand et où nous pouvons l'obtenir. Lorsque nous proposons une réunion, ils décident quand et où nous pouvons nous réunir, ensuite ils modifient l'heure, la date, ou ils annulent la réunion sans nous prévenir. Beaucoup d'entre nous habitent loin du lieu de réunion ; parfois nous devons voyager à cheval pendant trois heures pour nous y rendre, et il est très décevant d'apprendre en arrivant que la réunion a été annulée ». (Guimo, interview de juillet 2001).

La capacité du monde industriel de transformer la forêt en fabrique d'oxygène renforce les inégalités. À mesure qu'une nouvelle structure d'accumulation se constitue, la désintégration de l'écosystème dont dépendaient les moyens de survie des communautés locales a des répercussions profondes sur la division du travail entre les sexes et l'oppression des femmes. Lorsque les familles sont violemment désintégrées ou déplacées et appauvries, les femmes rurales sont encouragées à migrer vers San José et vers les zones touristiques dans l'espoir d'y gagner de l'argent pour elles-mêmes et pour leurs familles. Introduites dans l'économie monétaire, ces femmes gagnent leur vie, en partie ou en tout, en se prostituant. Les prostituées de Costa Rica sont des femmes qui travaillent pour alimenter leurs enfants et les membres de leur famille. Elles sont sur le marché non pas par choix mais par nécessité. De même, il y a un nombre ahurissant d'enfants vendus, achetés et maltraités par la société.

Les rapports de pouvoir des créanciers, qui encouragent la marchandisation de la nature, sont écrits sur la forêt et sur les corps des femmes et des enfants du Costa Rica endetté. Lorsque les habitants de la forêt en sont chassés, les femmes et les enfants dépossédés et vulnérables sont forcés de rejoindre l'industrie du tourisme sexuel, la nouvelle forme d'esclavage du 21<sup>e</sup> siècle : l'esclavage sexuel généralisé. Les hommes blancs du premier monde, avec la complicité des gouvernements



locaux, viennent exploiter les difficultés économiques de la crise de l'inégalité créée par le capitalisme mondial.

Ce genre de « solution » permet au monde industrialisé de continuer à polluer, tant qu'il pourra acheter des crédits carbone aux pays riches en forêts tropicales. Pendant ce temps, les émissions produites par l'augmentation du volume de charbon et de pétrole brûlés – surtout dans le monde industrialisé – se poursuit sans entrave. Le commerce de carbone est une relation colonialiste, fortement teintée de sexisme et de préjugés de classe, qui affecte la nature des pays endettés, leur production de subsistance et la vie des femmes et des hommes des forêts.

Extrait édité de : "The Tragedy of the Enclosures: An Eco-feminist Perspective on Selling Oxygen and Prostitution in Costa Rica", Ana Isla, professeur adjoint à l'Université Brock, Canada, et membre de Toronto-Women for a Just and Healthy Planet. Adresse électronique : [aisla@brocku.ca](mailto:aisla@brocku.ca). La version intégrale de ce rapport est disponible sur [http://www.wrm.org.uy/countries/CostaRica/Eco-feminist\\_Perspective\\_Costa\\_Rica.pdf](http://www.wrm.org.uy/countries/CostaRica/Eco-feminist_Perspective_Costa_Rica.pdf)

[index](#)

---

### – Équateur: le gouvernement se heurte à un défi dans le parc national Yasuni

Lorsque le président Rafael Correa a affirmé, il y a deux ou trois jours, qu'en réclamant un moratoire sur les activités pétrolières les écologistes prétendaient retourner à l'époque des cavernes, il ne faisait que reprendre les paroles de ceux qui, des années durant, ont façonné ce pays dépendant que nous avons et le maintiennent en l'état. Le problème est que, cette fois, il a fait une telle déclaration au moment où la presse internationale sonnait l'alerte à cause du réchauffement planétaire... Si nous continuons de brûler du pétrole, nous finirons dans les cavernes !

Ce commentaire, par ailleurs typique des défenseurs du développement, évoque le souvenir du mythe de la caverne de Platon.

D'après ce mythe, nous, les êtres humains, vivons enchaînés à l'intérieur d'une caverne, tournant le dos à l'entrée où brille une lumière. Les ombres projetées sont la seule réalité que nous voyons. Nous ne faisons pas attention aux chaînes, et nous ne voulons ni ne pouvons agir à l'encontre de nos perceptions.

Or, Platon dit que, parfois, quelqu'un prend conscience qu'il est enchaîné, se libère, se retourne et quitte la caverne. La lumière est si forte qu'il en est aveuglé mais, petit à petit, il s'y habitue et devient capable de voir les choses véritables...

Comme une ombre géante dans le noir, le projet Ishinpingo-Tiputini-Tambococha (ITT) est annoncé avec autant d'enthousiasme que d'autres grands projets manqués. On parle de 4 000 emplois, d'un investissement de 5 000 millions de dollars, d'une opportunité de sortir de la pauvreté... mais, si quelqu'un fait allusion aux effets sur l'environnement, on lui répond qu'on va « les minimiser ».

Pourquoi ce projet fait-il tant de bruit ?

L'ITT est situé dans le parc national Yasuni. D'après des études scientifiques, le Parc Yasuni (créé en 1979) est la région la plus riche en diversité biologique du monde. Il fait partie du refuge du

pléistocène Napo. En outre, c'est le territoire du peuple Huaorani et une zone de passage, de pêche et de chasse des Taromenane et des Tagaeri, deux peuples en isolement volontaire qui ont besoin pour vivre de disposer de leur territoire sans interventions extérieures.

Le projet met en confrontation deux visions du monde, deux réalités. Dans l'ombre, il projette des images de croissance. Mais à la lumière de l'expérience pétrolière équatorienne, il s'agira d'une nouvelle catastrophe environnementale et sociale pour les communautés locales.

Avec des réserves prouvées de brut lourd de près d'un milliard de barils, le gouvernement prétend maintenir le rythme d'exploitation et d'exportation de pétrole. Un consortium y est intéressé, constitué par Petrobras (Brésil), Enap (Chili), Petroecuador et même Pdvs (Venezuela), qui prétend consolider une alliance sur le terrain, en fonction des projets d'intégration et indépendamment du coût, en particulier du coût environnemental. L'entreprise SINOPEC, d'origine chinoise, y est intéressée aussi ; elle cherche à être de plus en plus présente dans la région, et fait des propositions économiques élevées en ignorant absolument les questions écologiques.

Mais ce qu'on ne peut pas ignorer est que le projet est situé à l'intérieur du parc national, une zone très sensible du point de vue écologique, et que les taux de pollution qu'il provoquera seront supérieurs à ceux d'autres régions où il y a eu d'autres interventions, car il s'agit cette fois de brut lourd qui comporte un grand volume d'effluents toxiques, dans la proportion 80 à 20 (80% d'effluents toxiques pour 20% de brut).

Le projet provoquera certainement une détérioration généralisée de la région, aura des effets graves sur la vie des populations locales et aboutira à la disparition de certaines civilisations.

Devant ce scénario, certains ont proposé d'étudier la possibilité de mettre en vente le brut du sous-sol pour qu'il ne soit jamais extrait. On a mentionné que le coût du baril au sous-sol serait d'environ cinq dollars. J'ai entendu de nombreuses personnes dire qu'elles seraient ravies d'avoir 20 barils, ou 10, ou un seul, sachant qu'ils ne quitteront jamais le sous-sol...

On estime que l'on pourrait ainsi atteindre trois objectifs : conserver la diversité biologique, s'attaquer au réchauffement planétaire et protéger les droits des peuples vivant en isolement volontaire.

Sur un ton de défi ou presque, le président Rafael Correa a chargé le ministre de l'Énergie, Alberto Acosta, et le ministre des Affaires étrangères, María Fernanda Espinosa, de « remplacer les ressources que le pays cessera de percevoir et qui pourraient être investies dans des programmes de santé, d'éducation et d'infrastructure. Si l'on réussit à les remplacer, l'appel d'offres n'aura pas lieu ».

L'Équateur a souscrit des traités internationaux : la Convention sur la diversité biologique, la Convention cadre sur le changement climatique, la Convention 169 de l'OIT, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration américaine sur les droits et les devoirs de l'homme et la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide qui, tous, protègent les peuples et leurs territoires et visent à la préservation de la planète.

Il ne manque pas d'arguments pour que l'idée de vendre du pétrole afin qu'il ne soit pas extrait puisse fonctionner. Mais il reste à savoir s'il y aura, non seulement au plan national mais à l'échelon international, la volonté politique nécessaire pour s'attaquer à la question.

Ce projet sera-t-il traité dans les ténèbres d'un Équateur enchaîné, ou à la lumière d'une nouvelle vision du pays où l'environnement ne sera pas un obstacle à surmonter mais la base de la subsistance d'une nation ?

Esperanza Martínez, adresse électronique : [tegantai@oilwatch.org.ec](mailto:tegantai@oilwatch.org.ec), Oilwatch, [www.oilwatch.org.ec](http://www.oilwatch.org.ec).

[index](#)

---

### **– Inde: la loi sur les droits forestiers, une nouvelle arme pour le combat**

L'adoption en 2006 de la 'Loi sur les Tribus enregistrées et autres habitants traditionnels des forêts (Reconnaissance des droits forestiers)' est un événement marquant dans la longue et dure lutte des Adivasi et d'autres habitants des forêts du pays. Pour la première fois dans l'histoire des forêts de l'Inde, l'État reconnaît formellement que les peuples des forêts ont longtemps été privés de leurs droits, et le nouveau code forestier vise non seulement à redresser cette « injustice historique » mais à accorder aux communautés forestières un rôle primordial dans la gestion des forêts.

Cette loi, qui rendit furieux autant les conservationnistes indiens que les bureaucrates du secteur forestier et les entreprises de la pâte et du papier, mit deux longues années à être approuvée et nécessita d'une campagne politique d'ampleur nationale organisée par les mouvements pour les forêts du pays et appuyée par une commission parlementaire conjointe (CPC) qui recommandait d'introduire des modifications radicales au projet originel. Les objections soulevées par cette loi et, surtout, par la version de la CPC, comprenaient autant des craintes (par exemple, qu'elle allait distribuer des terres boisées aux familles tribales) que des affirmations catégoriques (que les animaux et les personnes ne peuvent plus coexister, et que tous les tigres allaient périr) La version de la CPC reportait la date limite initiale (1980) à décembre 2005, incluait tous les habitants traditionnels non tribaux des forêts, reconnaissait les droits des habitants tribaux et traditionnels sur des zones déclarées protégées, revoyait le processus pour l'identification de ces aires protégées de manière à le rendre plus transparent, et faisait passer le plafond de 2,5 hectares à 4 hectares. Et, surtout, il prévoyait qu'aucune terre boisée ne soit affectée à d'autres usages sans le consentement de l'assemblée villageoise (gram sabha).

Comme on pouvait prévoir, le gouvernement refusa de transmettre au parlement le rapport de la CPC, en invoquant plusieurs différences d'opinion sur quatre points principaux : la date limite, l'inclusion des non tribaux, les droits des gram sabhas et la question du plafond. Le ministère des Affaires tribales ne voulait pas inclure dans la loi les non tribaux, et quelques secteurs du gouvernement, appuyés par le lobby de la faune, ne voulaient pas modifier l'année limite parce que cela détruirait les forêts. Après avoir tergiversé pendant des mois, le gouvernement eut l'air d'approuver le rapport de la CPC et le projet fut finalement transmis au Lok Sabha le 15 décembre 2006. Il devint évident que le gouvernement mijotait un mauvais coup lorsque le ministre des affaires tribales retira seize amendements importants qu'il avait introduits lui-même. Le projet amendé fut approuvé par le Lok Sabha et, malgré les longs débats que soulevèrent les modifications de dernière minute, le 18 décembre le Rajya Sabha approuva tel quel le projet tronqué, après certaines assurances données par le ministre des affaires tribales au sujet de sa réglementation.

En dépit des tricheries du gouvernement et de ses tentatives de supprimer les aspects positifs du projet, la loi approuvée par le parlement indien est radicalement différente des lois forestières

antérieures, et les habitants des forêts du pays risquent de pouvoir en tirer avantage.

La nouvelle loi reconnaît le droit à la propriété de terres cultivables et de pâturage (occupées et en production depuis décembre 2005), et aux produits non ligneux de la forêt (partiellement, puisque pour l'instant ces droits sont limités aux produits « d'origine végétale » et au poisson). Elle accepte (avec des restrictions) l'existence d'habitants légitimes non tribaux de la forêt ; elle reconnaît le droit à une indemnisation dans le cas d'un déplacement forcé antérieur ; elle prescrit que toute déclaration future de zones de conservation « intouchables » et toute restriction de droits dans les zones protégées requerront le consentement de la population. Le plus important de tout est que, d'après cette loi, parmi les droits reconnus des habitants des forêts figurent la conservation des forêts et celle de la diversité biologique, et que la participation de la population va renforcer les efforts de conservation (l'énoncé dit : la responsabilité et l'autorité de la population).

Dans une autre section importante, la loi dit que toutes les terres boisées, quels que soient leur emplacement et leur catégorie, traditionnellement utilisées par les communautés seront désormais traitées comme des ressources forestières de la communauté, et que les habitants de la forêt peuvent jouer un rôle décisif dans leur conservation.

Tout en contenant ces éléments positifs, la Loi sur les droits forestiers est truffée d'ambiguïtés et de lacunes. En outre, elle a été rédigée de manière à ne pas être applicable à de grands secteurs d'habitants des forêts. Par exemple, seuls ceux qui ont habité les zones boisées pendant 75 ans rentreront dans la catégorie « d'autres habitants traditionnels des forêts », et les seuls détenteurs de droits sont ceux qui « habitent surtout dans » les zones boisées.

Il s'agit là de problèmes auxquels les mouvements nationaux pour les forêts pensent maintenant s'attaquer en prolongeant et en intensifiant la campagne pour la Loi sur les droits forestiers. D'autre part, comprenant qu'ils ne peuvent pas se fier au gouvernement dans ce domaine, les mouvements ont décidé de « mettre en application » cette loi eux-mêmes.

D'où vient que cette loi ait été approuvée ? Pourquoi un État qui a systématiquement adhéré au principe selon lequel toutes les terres relèvent de l'État (ce qui veut dire que toutes les ressources naturelles sans propriétaire légal lui appartiennent), et qui a toujours ignoré les justes revendications des habitants des forêts, devient maintenant sensible aux droits de la population ? Pourquoi reconnaît-il que les gens ont des droits sur les forêts, alors que toutes les lois et politiques – depuis l'appropriation des forêts par le régime colonial, en 1850 – ont eu pour but de les en écarter, d'abord pour rendre les forêts commercialement productives et ensuite pour les protéger ?

Autant de questions dont nous devons discuter dans les mois à venir. On ne pourra pas y répondre entièrement, d'abord parce que le processus législatif n'est pas encore fini (la réglementation n'est pas prête), et deuxièmement parce que le processus politique qui va définir la question du contrôle des forêts n'en est qu'à ses débuts. Le temps et le déroulement des mobilisations rendront les choses plus claires.

Néanmoins, une chose est déjà claire. La loi, pour bien intentionnée qu'elle soit, ne résout rien par elle-même, et ce n'est pas parce qu'elle est là que l'État va offrir des droits forestiers aux gens sur un plateau d'argent. Le ministère des Forêts, son appareil bureaucratique coercitif et les copains de ce dernier, comme la mafia du bois, ne vont pas tout simplement s'évanouir dans la nature. De même, les grandes ONG conservationnistes ne vont pas cesser de faire un esclandre chaque fois qu'on accordera aux gens quelques droits réels. La menace du développement restera présente, et les forêts comme les gens seront détruits comme d'habitude, pour faire des barrages, des usines, des

routes et des mines. La loi ne va rien changer, tant que les luttes pour la forêt ne lui auront pas donné la force de devenir une arme.

C'est le moment de voir et de définir les luttes pour les forêts dans le contexte politique général. Le fait que le gouvernement ait saboté cette loi montre qu'il voulait éviter que les communautés contrôlent les ressources naturelles, et cela s'insère dans un plan plus large qui se manifeste dans d'autres initiatives gouvernementales, et qui consiste à modifier les réglementations environnementales pour frayer la voie aux mines, aux entreprises, aux barrages et aux grandes industries. La tendance à obtenir par la force des terres agricoles fertiles et des terrains communaux pour les transformer en 'zones économiques spéciales' ou pour de grandes entreprises privées était déjà en place. L'octroi de permis d'extraction minière à des entreprises privées dans des zones boisées a énormément augmenté ces derniers mois.

Les mouvements pour les forêts de l'Inde doivent maintenant s'opposer à tout le programme qui comporte de vendre les vies et les ressources des gens au capital. La Loi sur les droits forestiers donne aux communautés un espace politique dans le gouvernement des forêts. Pour les mouvements, il s'agit d'une arme importante pour s'affirmer et pour défier autant les autorités forestières actuelles que les forces du capital, qui avancent dans les forêts au pas de charge. Il faut s'opposer aussi à d'autres forces anti-peuple, qui sont actives dans les forêts (les organisations écologistes « pures et dures », les forces féodales, les commerçants, etc.).

Les groupes militants ont commencé à reprendre des terres dans les zones boisées de certaines régions. Il faut renforcer ce processus, et les programmes d'action de ce genre doivent s'étendre à d'autres régions. Les structures censément participatives créées par le ministère des Forêts, comme la Gestion conjointe des forêts, doivent être éliminées, pour que ni l'État ni le capital privé, aidés par les institutions financières internationales, puissent prendre pied dans les forêt.

L'adoption de cette loi restreinte nous donne l'espoir de construire une alliance de mouvements. Désormais, les mouvements pour les peuples des forêts lutteront aussi pour une nation vraiment démocratique et plurielle, fondée sur la justice écologique et sociale. Il faut lutter contre le lien entre l'État et le capital aux plans idéologique et opérationnel, national et international, et y faire participer toutes les forces progressistes qui agissent dans d'autres domaines sociaux, culturels et politiques.

Soumitra Ghosh, National Forum of Forest People and Forest Workers (NFFPFW), et Campaign for Survival and Dignity (CSD), Inde. Adresse électronique : [soumitrag@gmail.com](mailto:soumitrag@gmail.com).

[index](#)

---

### **– Mali : les forêts et la souveraineté alimentaire**

Le Mali accueille ces jours-ci plus de 500 femmes et hommes en provenance d'une centaine de pays du monde, venus participer au « Nyéléni 2007 : Forum pour la souveraineté alimentaire ». L'objectif de la rencontre est de mettre en marche un « mouvement international pour obtenir la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire », le réaffirmer et « préciser ses implications économiques, sociales, écologiques et politiques ».

Qu'est-ce qu'on entend par « souveraineté alimentaire » ? Le concept de souveraineté alimentaire apparut en 1996, lorsque Via Campesina l'utilisa au Sommet mondial de l'alimentation qui eut lieu à

Rome. En 2002, le Forum d'ONG/OSC pour la souveraineté alimentaire définit celle-ci comme « le droit des peuples, des communautés et des pays à définir leurs propres politiques en matière d'agriculture, d'élevage, de travail, de pêche et de partage des terres, adaptées à la spécificité de l'environnement, la société, l'économie et la culture de chacun d'entre eux ».

Depuis, cette notion a été développée au cours de rencontres successives, pour aboutir à une alternative aux modèles de production imposés par les politiques mondialistes des organismes de pouvoir (la Banque mondiale, le FMI, l'OMC, etc.), qui ont consolidé la mainmise des grandes transnationales sur les aliments, à toutes les étapes : de la semence, les semences et les facteurs de production à la distribution, le traitement, la vente et les habitudes de consommation dans le monde entier.

La souveraineté alimentaire est centrée sur l'autonomie locale, les marchés locaux et l'action communautaire, en y intégrant d'autres aspects, comme la réforme agraire, le contrôle territorial, la diversité biologique, l'autonomie, la coopération, la dette, la santé et bien d'autres thèmes qui ont des liens avec la production d'aliments.

Le premier point à signaler est peut-être que la souveraineté alimentaire relève d'un processus de résistance populaire et que sa conceptualisation, en plus d'être comprise dans les mouvements sociaux qui encouragent cette lutte, leur permet de s'agglutiner autour d'objectifs communs et d'actions accordées.

Ainsi, dans le cas des paysans le concept s'élargit pour embrasser les sans-terre, les pêcheurs traditionnels, les bergers, les peuples indigènes... et la défense des forêts qui, elle aussi, est une question de souveraineté alimentaire.

Les produits non ligneux de la forêt ont toujours été essentiels pour de nombreuses communautés qui habitent dans la forêt ou à proximité et qui l'utilisent pour leur subsistance. Elles y trouvent du miel, des fruits, des graines, des glands, des racines, des tubercules, des insectes, des animaux sauvages, qui, tous, représentent un apport nutritionnel important. En plus de tout cela, ces populations utilisent les résines, le rotin, le bambou, les tannins, les colorants, les feuilles, la paille, les peaux, les cuirs, pour leur consommation ou pour les vendre et obtenir ainsi des revenus qui leur permettent d'acheter d'autres aliments. La forêt fournit en outre des plantes fourragères, particulièrement importantes pour l'élevage de bovins, d'ovins, de chèvres, d'ânes et de chameaux.

Les mêmes processus qui menacent l'agriculture paysanne menacent et détruisent les forêts : l'avancée des agro-industries avec leurs monocultures à grande échelle pour l'exportation (du soja à l'eucalyptus), la destruction de la diversité biologique par l'imposition des produits transgéniques, le modèle pétrolier dont l'exploitation empoisonne et détruit tout ce qui l'entoure, la clôture de sites de grande diversité pour les réserver à l'industrie du tourisme ou à la bioprospection. Dans tous les cas, des communautés entières sont exploitées ou déplacées, dépouillées de leur mode de vie et de leur culture et condamnées à la misère. Le modèle dominant s'accompagne d'un cercle d'exploitation, d'extermination, d'exclusion. Lorsqu'on détruit une forêt, on détruit un espace de souveraineté alimentaire.

Pourtant, cela n'est pas sans contrepartie. Depuis la base, les paysans, les pêcheurs traditionnels, les bergers et les peuples indigènes, qui ont mis au point et rendu possibles des systèmes de production assurant leur subsistance et celle des personnes qui n'y participaient pas directement, cherchent à ouvrir une brèche dans des processus qui semblent inexpugnables. À partir de la réalité locale, construisant leur autonomie, reprenant les principes de coopération, d'intégration et de



dialogue avec la nature qui leur ont permis de bâtir des systèmes agro-écologiques biologiquement divers et de conserver les écosystèmes de façon dynamique, les mouvements populaires se rendent maîtres de leur destin et montrent au monde que « le temps de la souveraineté alimentaire est arrivé ».

[index](#)

---

## LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

### – **Australie: la Tasmanie montre la voie pour bannir les plantations d'arbres**

L'année dernière, près de 170 agriculteurs de la communauté de South Riana se sont réunis pour faire connaître leurs inquiétudes et chercher la manière d'éviter que des terres de grande valeur pour l'agriculture soient affectées à la plantation d'arbres. Soucieux de l'avenir de la zone – peuplée d'entreprises laitières et agricoles prospères – ils ont demandé au gouvernement de la Tasmanie d'arrêter le développement des plantations d'arbres dans des terres agricoles de première qualité.

La réunion a eu lieu quelques jours après que le Conseil de King Island devienne le premier de la Tasmanie à bannir les plantations d'arbres dans les zones rurales, pour éviter qu'elles mettent en péril la viabilité des industries de la viande et du lait. La crème, le fromage, le yaourt et la viande sont plus importants que les particules de bois pour les habitants de cette île du détroit de Bass. Ainsi, pour la première fois en Tasmanie, le Conseil de King Island a éliminé la foresterie de la liste des usages agricoles acceptables, et cet amendement a été approuvé par la Commission de la planification et du développement des ressources.

Le maire de l'île, Charles Arnold, a dit que les plantations d'arbres auraient des conséquences graves pour les célèbres industries locales de la viande et du lait, et que « dès que les arbres ont été plantés, le nombre de personnes qui y participent devient minime. Je pense que nos excellentes terres agricoles ne devraient pas être sacrifiées pour que d'autres tirent profit des avantages fiscaux ».

De même, il a été décidé de suspendre le défrichage pour l'établissement de pâturages. « Les gens veulent protéger ce qu'ils ont sur l'île », a dit le directeur général du Conseil de King Island, Andrew Wardlaw.

La décision d'interdire les plantations d'arbres a rendu furieux le ministre fédéral de la Foresterie, Eric Abetz. Il a dit que, contrairement à ce que disent les agriculteurs, les plantations créent de nouveaux emplois et revitalisent les communautés rurales, et que ces plantations étaient destinées au marché intérieur : « Soit nous importons du bois, soit nous le plantons ».

Pourtant, lorsque le ministre a planté le cent millionième arbre de Great Southern Plantations Ltd dans une plantation commerciale de bois dur proche d'Albany, en Australie occidentale, il visait bien l'exportation : « Une fois récoltés, ces 100 millions d'arbres se transformeront en 10 millions de tonnes de particules, qui seront toutes exportées en Asie du Sud-Est. »

Great Southern Plantations fait partie du Great Southern Group, une société d'investissement agro-industriel. L'entreprise a couvert de plantations d'arbres de nombreuses terres, de l'Australie occidentale aux îles Tiwi et à King Island. Les plantations sont une excellente affaire, surtout parce

qu'elles bénéficient d'une exonération d'impôts de 100 % l'année où elles sont établies. Il s'agit d'un avantage dont personne d'autre ne jouit et, comme quelqu'un l'a dit, grâce à cela « la Tasmanie est devenue un État où domine la monoculture d'arbres. L'eucalyptus Nitens est à présent la caractéristique principale du paysage, devenu très monotone, de la Tasmanie ».

Bien des communautés rurales du monde espèrent que leurs gouvernements prendront la décision de bannir les plantations industrielles d'arbres, et le Conseil de King Island peut être fier d'en avoir pris l'initiative.

Article fondé sur des informations tirées de : "Tasmanian Cattle Farmers Fear Plantations' Impact", [http://www.mycattle.com/news/dsp\\_international\\_article.cfm?storyid=19022](http://www.mycattle.com/news/dsp_international_article.cfm?storyid=19022), Australian Broadcasting Corporation, News Online, 2006 ; "Tasmanian farmers protest against tree plantations", The World Today, 2006, <http://www.abc.net.au/worldtoday/content/2006/s1724364.htm> ; "Abetz spitting chips over King Island tree farm ban", Tasmanian Times, <http://tasmaniantimes.com/index.php/weblog/comments/mr-howard-and-plantations/>

[index](#)

---

### – Brésil: les pratiques trompeuses de Veracel

Dans le Sud de l'État brésilien de Bahia, à 45 kilomètres environ de la côte océanique, sur la frontière des municipalités d'Eunápolis et Belmonte, se trouve l'usine de pâte de Veracel. Cette société, qui appartient à parts égales au groupe suédo-finnois Stora Enso et à Aracruz du Brésil, dirige aujourd'hui l'un des projets de culture et d'industrialisation d'eucalyptus les plus grands du monde.

Depuis la fin des années 1980, de gigantesques projets de monoculture d'arbres et de fabrication de pâte ont commencé à s'établir dans le Cône Sud de l'Amérique, sur de vastes étendues de l'Argentine, du Chili, de l'Uruguay et du Brésil, mettant en exécution une décision stratégique des principaux groupes du marché du bois et du papier, originaires de la Suède, la Finlande, l'Espagne, les États-Unis, le Brésil et le Chili.

Tandis que des dizaines d'usines qui produisaient 100 000, 200 000 et 300 000 tonnes de pâte par an étaient fermées dans le Nord, des usines d'un million de tonnes par an étaient installées dans le Sud, accompagnées des plantations correspondantes, envahissant de vastes étendues d'écosystèmes indigènes et d'autres consacrées à l'agriculture et à l'élevage traditionnels avec leurs structures sociales.

Un exemple de ce modèle et de ses répercussions sur la société et l'environnement sont les plantations et l'usine de Veracel. Les premières ont démarré en 1991, la deuxième en septembre 2005. Elles occupent 164 000 hectares propres et une surface équivalente sous contrat avec 2 000 producteurs de la région, le tout consacré à la culture massive d'eucalyptus pour alimenter une production annuelle de 900 000 tonnes de pâte.

Au départ, Veracel s'était engagée, au moyen de coûteuses campagnes publicitaires, à préserver la Mata Atlántica, affirmant que ses plantations étaient respectueuses de l'environnement, qu'elle allait créer des dizaines de milliers d'emplois et qu'elle ferait de grands travaux sociaux. Pourtant, à mesure que le projet avançait, les promesses se diluaient et elles n'ont plus aujourd'hui aucun rapport avec la réalité.

L'ampleur et la vitesse de l'expansion des plantations ont provoqué des changements profonds dans les conditions de vie de la région : entre 1991 et 2002, l'exode rural a atteint 59,4 % et les petits villages ont disparu. Une partie des déplacés a décidé de lutter pour leur droit à une parcelle de terre ; une autre est allée chercher du travail dans la ville la plus importante des environs, Eunápolis, de près de 100 000 habitants.

En 2005, après de forts affrontements avec la police et des groupes armés, 515 familles organisées dans le Mouvement des sans-terre (MST) ont accompli leur objectif, mais 1 570 autres continuent de réclamer des terres dans des campements installés sur les bords des routes de la zone. Quant à ceux qui sont partis vers la ville, ils ne trouvent pas de travail et s'ajoutent à la croissante crise sociale urbaine.

« Nous avons ici les plus fortes retombées de la présence de Veracel. Ce qui a le plus augmenté c'est la criminalité, la prostitution de mineurs, la misère, la faim, le nombre des détenus, des agressions, des meurtres », affirme le journaliste Jodenilton Bastos, qui reçoit sans cesse, dans ses deux émissions journalières à Rádio Ativa, 92.7 Mhz, d'Eunápolis, des demandes de vêtements et d'aliments pour les chômeurs.

Les promesses de travail et de bien-être de Veracel ont diminué progressivement avec le temps. Elle avait commencé par annoncer la création de 40 000 emplois, puis de 20 000, puis de 10 000 dans l'usine et de 3 000 dans des activités rurales. À présent, l'usine emploie environ 300 travailleurs, dont la plupart viennent de l'extérieur, parce qu'on ne trouve pas d'ouvriers spécialisés dans la zone.

La crise sociale dans la région atteint le niveau de l'extrême famine. La Maison SOS Vida d'Eunápolis, que dirige soeur Terezinha Biase, reçoit jusqu'à cinquante enfants. « Quand ils arrivent, ils pèsent 50 à 60 % de moins que la normale. Ils restent ici entre trois et huit mois, jusqu'à ce que leur vie ne soit plus en danger », explique-t-elle. L'institution se maintient grâce à des donations volontaires ; elle ne reçoit aucune aide du secteur public ni des entreprises privées.

La situation à Eunápolis s'aggrave encore du fait que Veracel a abandonné ses programmes d'aide directe à la population. Un projet de repas et d'assistance éducative à l'intention de 100 enfants d'un quartier pauvre a été fermé par l'entreprise, une fois qu'il lui a permis d'obtenir un appui financier. Certains parents ont dénoncé que Veracel habillait spécialement les enfants et leur prenait des photos lorsqu'elle recevait des visiteurs de l'extérieur.

La préservation de la Mata Atlántica, le respect de l'environnement des plantations d'eucalyptus et l'absence de contamination de l'air et des cours d'eau de l'usine de pâte ont couru un sort semblable. Les procureurs du Ministère public d'Eunápolis ont intenté plusieurs actions en justice contre Veracel, mais la justice est lente et les pouvoirs publics sont complices de l'entreprise.

« Notre justice est l'une des plus lentes. Ils profitent de cette lenteur pour continuer leurs activités », dit João Alves Da Silva Neto, procureur d'Eunápolis, à propos de Veracel. « Ils se servent d'un trafic d'influences considérable. Les pouvoirs législatif et exécutif dépendent du pouvoir économique, qui fait de plus en plus pression pour élargir les plantations », ajoute-t-il.

En 1993, le Procureur de la République avait accepté une action civile contre Veracruz, l'ancêtre de Veracel, qui avait rasé des centaines d'hectares de la Mata Atlántica. Cela n'a pas arrêté l'entreprise, qui a commencé à occuper des zones traditionnellement consacrées à l'agriculture et à l'élevage en plantant au-delà des limites fixées par la législation locale. La loi est tout simplement ignorée ou

modifiée, en accord avec le gouvernement municipal ou étatique.

Depuis des années, plusieurs organisations civiles de la zone dénoncent les irrégularités commises par les entreprises forestières et papetières. En 2005, après une audience publique, le Ministère public exigea à Veracel d'éliminer ses plantations sur une étendue de 10 kilomètres dans les zones tampon des Unités de conservation des Parcs nationaux, comme prévu par la législation brésilienne.

D'après l'ingénieur agronome Mónica Leite, experte en culture fruitière, cette région « était très prospère, les pluies y étaient bonnes et il y avait un certain équilibre, elle était très boisée. Mon père était agriculteur, il plantait beaucoup (...) et il n'y avait pas de maladies. Il y a une quinzaine d'années, la culture fruitière était merveilleuse ici, il y avait d'immenses plantations de mamão, de graviola, de goyave. Mais cela n'existe presque plus depuis l'arrivée de Veracel ».

Le petit éleveur José Marinho Damaceno subit les conséquences du déversement d'effluents de Veracel devant sa maison, sur l'autre rive du fleuve Jequitinhonha. La forte odeur de chou pourri donne des maux de tête et irrite les yeux ; chaque fois que cela arrive il doit quitter son établissement. Damaceno sait qu'il sera obligé de quitter définitivement ses terres et de les vendre comme il pourra.

Le poisson typique du Jequitinhonha, dénommé róbalo, a pratiquement disparu. Pour y remédier, Veracel l'a ensemencé avec un autre poisson, le pintado, qui a contribué à liquider le róbalo et qui est en train de disparaître à son tour. Des organisations civiles ont manifesté leur inquiétude à propos des émissions de l'usine, qui utiliserait la technologie ECF, mais il n'y a pas d'information à ce sujet, l'entreprise étant la seule à faire les contrôles correspondants.

Source : Recherche effectuée sur place par le journaliste uruguayen Víctor L. Bacchetta ([vbacchet@internet.com.uy](mailto:vbacchet@internet.com.uy)), avec l'appui du Centro de Estudos e Pesquisas para o Desenvolvimento di Extremo Sul da Bahia (CEPEDES) qui, depuis 1991, mène ses activités dans la ville d'Eunápolis. La version intégrale de ce rapport est disponible sur : <http://www.guayubira.org.uy/celulosa/Veracel.html>

[index](#)

---

### - Cameroun : les "forêts" d'hévéas de la FAO

Selon la définition de la FAO, les plantations d'hévéas sont des "forêts". Nous nous sommes récemment rendus dans l'une de ces "forêts", vers Kribi, au Cameroun, et nous y avons rencontré des travailleur-e-s et des villageoi-e-s riverain-e-s. A la différence des "experts" de la FAO, personne, absolument personne, ne nous a dit percevoir ces plantations comme des forêts.

En réalité, s'il y a quelque chose au monde qui ressemble le moins à une forêt, c'est précisément une plantation d'hévéas. A la monotonie habituelle des plantations, composées de files parallèles de milliers d'arbres identiques – eucalyptus, pins, acacias –, s'ajoute le fait que, dans ce cas, chaque arbre possède un petit récipient collé au tronc dans lequel coule le latex et qu'au croisement des chemins il y ait d'autres récipients plus grands dans lesquels on verse le latex pour le transporter à l'usine de traitement. A ceci, il faut encore ajouter l'odeur pénétrante et désagréable du caoutchouc.

Les plantations que nous avons visité sont la propriété de la Société des hévéas du Cameroun

(HEVECAM), une entreprise créée en 1975, dont les plantations couvrent une surface totale de 42.000 hectares dans une région auparavant recouverte de forêts tropicales denses parmi les plus riches du monde en biodiversité. Encore aujourd'hui, l'on peut voir entre les hévéas d'énormes souches d'arbres natifs, de même que de larges et longs troncs en décomposition au milieu de la plantation. Cette plantation – cette "forêt" selon la FAO – a donc été la cause directe de la destruction complète des forêts que l'on trouvait ici.

Ceci, les indigènes Bagyeli ("Pygmées") le savent bien, eux qui en ont été les principaux lésés. Les Bagyeli sont des chasseurs-cueilleurs nomades qui trouvaient dans leurs anciennes forêts tout ce qui était nécessaire pour leur bien-être. D'après les informations obtenues auprès d'un groupe de Bagyeli avec lesquels nous nous sommes entretenus, ils vivaient bien, avant, sur leur territoire, qui comprenait ce qui est aujourd'hui la plantation HEVECAM ainsi que d'autres zones adjacentes. La forêt n'existe plus et ils sont perçus comme des intrus dans leur propre territoire, aujourd'hui sous le contrôle de l'entreprise. Quand bien même on les "laisse entrer" dans la plantation, cela ne s'applique pas à leurs enfants qui risqueraient, leur dit-on, de "blesser les hévéas".

La possibilité d'obtenir des aliments et des revenus par la chasse est devenue très maigre. A la disparition de la faune à cause de la plantation s'ajoute la présence de chasseurs avec des armes à feu – habituellement des travailleurs d'HEVECAM – qui compètent avec avantage face aux armes traditionnelles des Bagyeli. Quant à leurs opportunités d'obtenir un emploi dans la plantation, elles sont également très faibles. L'entreprise les emploie parfois pour le désherbage, mais elle les paye très mal. Il en résulte aujourd'hui que c'est un group humain démoralisé, appauvri, mal nourri, exploité et opprimé, acculé par la plantation et sans avoir nulle part où aller.

Mais les Bagyeli ne sont pas les seuls à avoir été lésés. Nous nous sommes également entretenus avec les habitants d'Afan Oveng, un village situé à côté de la plantation HEVECAM. Il y a deux ans, un camion de latex de l'entreprise s'y est renversé et toute sa cargaison de latex et d'ammoniaque a fini dans la rivière du village. A la suite de cela, des animaux sont morts, des gens sont tombés malades, les poissons sont morts. Les villageois ont envoyés lettre après lettre aux autorités responsables et à l'entreprise et jusqu'à aujourd'hui ils n'ont pas reçu d'autre "compensation" que quelques camions citernes avec une eau qui n'est même pas propre à la consommation.

Pour ces gens, le problème ne se réduit cependant pas à un accident ; il s'agit d'une question bien plus profonde, soit le fait que leurs droits traditionnels sur la forêt n'ont jamais été reconnus. Par exemple, le lieu dans lequel est situé l'hôpital de l'entreprise appartenait autrefois à ce village. Ils insistent sur le fait que "la forêt nous appartient" et dénoncent le fait que "la forêt qui reste est en train d'être détruite par HEVECAM".

En effet, l'entreprise continue de détruire « sauvagement » les forêts (« exploitation forestière sauvage »), apparemment en connivence avec le maire de Kribi, qui est le propriétaire de la scierie où le bois est débité. La communauté locale ne reçoit aucun bénéfice mais subit les préjudices de la disparition de la forêt ainsi que des produits qu'on peut y obtenir.

On pourrait croire que les travailleurs de l'entreprise – amenés là depuis d'autres régions du pays – sont les seuls bénéficiaires de ces plantations. En réalité, ce n'est pas non plus le cas. « HEVECAM c'est l'esclavage », affirme une personne qui a travaillé pendant 7 ans dans l'entreprise. Elle parlait des salaires extrêmement bas, du travail pénible, de maladies respiratoires, de cécité, de tuberculose, d'une mortalité élevée, de renvois arbitraires et de l'impossibilité de se syndicaliser.

Nous avons alors visité un des villages construits par l'entreprise et nous avons discuté avec divers

travailleurs. Ils nous ont expliqué qu'ils avaient des problèmes constants avec l'eau potable, que les latrines étaient pleines, que tout ceci avait pour conséquence une abondance des moustiques, avec comme corollaire diarrhées, choléra et paludisme. Ils doivent vivre « comprimés » dans les maisons, car obtenir une maison de deux pièces n'est pas facile. Ainsi, la majorité des familles doivent vivre dans une seule pièce. Comme les maisons sont la propriété de l'entreprise, si les travailleurs sont renvoyés, ou s'ils partent à la retraite, ils se retrouvent automatiquement sans logement où vivre.

Ils nous ont également expliqué le système de transport mis en place par l'entreprise pour les travailleurs. Il s'agit de véhicules en sous-traitance obligés de respecter des horaires déterminés pour parcourent les 40 km entre le village et la plantation, ce qui est la cause d'accidents fréquents. Ils nous ont parlé de l'application des herbicides et engrais, sans gants ni équipement de protection. Ils nous ont également expliqué que certains travailleurs sont devenus aveugles, car sous ce climat, il est très difficile de porter les lunettes de protection fournies par l'entreprise et celle-ci ne fait rien pour trouver une solution à ce problème.

Si ces informations paraissaient effectivement confirmer qu'« HEVECAM c'est l'esclavage », cette affirmation s'est encore renforcée lorsque les travailleurs nous ont expliqué que la seule chose qui ait changé avec la privatisation de l'entreprise en 1996 (le groupe singapourien GMG International en est l'actuel propriétaire) a été l'apparition de nouvelles marques de voitures utilisées par les hauts cadres. « On nous a acheté de la même façon que les hévéas ». Comme à l'époque de l'esclavage...

Ricardo Carrere, sur la base d'informations collectées durant un séjour dans la région en décembre 2006 avec les chercheurs Sandra Veuthey et Julien-François Gerber. L'auteur remercie l'appui du Centre pour l'Environnement et le Développement (CED), qui a rendu possible le séjour.

[index](#)

---

### **– Inde: le projet forestier de la Banque mondiale va de mal en pire**

L'ONG indienne Samata et le Forest Peoples Programme du Royaume-Uni ont trouvé que le plan d'action pour la réinstallation (RAP) financé par le Projet de gestion des forêts communautaires d'Andhra Pradesh (APCFMP) de la Banque mondiale porte atteinte aux droits coutumiers et aux moyens de subsistance et qu'il enfreint à de multiples égards les politiques de sauvegarde de la Banque sur les peuples autochtones et la réinstallation involontaire. L'évaluation participative entreprise dans sept villages du Nord-Est d'Andhra Pradesh en novembre 2006 a révélé que nombre des problèmes identifiés dans une étude préalable menée par Samata et le FPP à propos de ce projet forestier de la Banque, qui a démarré en 2002 et doit se terminer fin 2007, n'ont pas été résolus et que, dans certains cas, ils ont empiré.

L'étude a trouvé que les communautés adivasi affectées n'ont pas été en mesure de participer vraiment à la conception du RAP qui, dans le cadre de l'APCFMP, est censé compenser les souffrances subies par les familles adivasi qui ont perdu, lors d'un projet précédent de la Banque (Projet de gestion forestière conjointe, 1994-2000) les terres où elles pratiquaient la culture sur brûlis en forêt.

Les villageois ont tout simplement été informés que le ministère des Forêts avait de l'argent pour les membres du Comité de protection des forêts, pour qu'ils fassent des activités de « mise en production des terres » et de « génération de revenus » dans le cadre de quelque chose qu'on



appelle « RAP ». Bien des communautés affectées ne comprennent pas ce que c'est que le RAP ni pourquoi il fait partie du dénommé « projet de gestion des forêts communautaires ». En deux occasions, les ONG engagées pour mettre en oeuvre le RAP ont dit aux villageois, à tort, qu'il s'agissait d'un prêt qu'ils devraient rembourser en tout ou en partie. Dans le village de Chapariguda du district de Shrikakulam, une de ces ONG aurait collecté de l'argent chez dix-huit familles savara, leur promettant que, grâce à ce paiement, elles obtiendraient des avantages dans le RAP. Les villageois n'ont pas revu le représentant de l'ONG depuis onze mois, et ne savent pas si leur village a été ou non inclus dans le plan d'indemnités du Département forestier d'Andhra Pradesh (APFD).

Les villageois adivasi autochtones n'ont pas été informés de leurs droits comme il faudrait. Dans plusieurs villages visités par Samata et le FPP, les gens ont dit que les ONG les avaient pressés de signer des lettres de consentement pour pouvoir recevoir les 25 000 R « approuvés » par famille.

« L'homme de l'ONG a pris la signature et l'empreinte du pouce de tout le monde. Il a dit : 'Signez là pour recevoir les 25 000 R. Comme le Comité pour la protection des forêts du village ne paie pas de salaires, vous devez signer le document pour obtenir le bénéfice du RAP'. Il nous a dit que les femmes recevraient des saris et les hommes de l'étoffe. Il a pris 200 R à chaque famille, disant que c'était nécessaire pour recevoir l'aide du RAP. Dix-huit familles lui ont payé cette somme ! » [Des familles savara, lors d'une réunion au village de Chapariguda, novembre 2006]

« Nous avons demandé à l'homme de l'ONG pourquoi il prenait nos signatures. Il a répondu : 'Le Département forestier a approuvé 25 000 R par famille. Vous recevrez cela en matériels. Il vous suffit de signer pour les avoir'. Il n'a rien dit d'un engagement légal pour abandonner nos terres en forêt... Si nous avons compris que nous étions en train de nous engager à ne pas reprendre la culture sur brûlis (podu), nous n'aurions jamais signé. » [Des villageois adivasi, division Narseepatnam, district de Vishakhapatnam, Andhra Pradesh]

Contrairement à ce que prévoit l'accord de prêt du projet, aucune évaluation n'avait été faite dans les villages pour savoir quels dommages monétaires et non monétaires avait subis chaque famille au cours des 10 dernières années, après avoir perdu ses terres de culture itinérante. Les ONG locales ont signalé qu'il est incorrect et injuste de payer un montant forfaitaire en guise de compensation, mais le Département forestier n'a pas pris ces plaintes en considération.

D'autre part, il y a des indices inquiétants que certaines familles qui ont perdu leurs terres à l'occasion de l'antérieur projet forestier de la Banque sont maintenant exclues de la compensation RAP, en contravention de l'accord de prêt. Dans le village de Sagara (district de Vishakhapatnam, 5e zone), des familles qui ont été obligées d'abandonner leurs terres de culture itinérante dans les années 1990, dans le cadre du projet de gestion conjointe financé par la Banque mondiale, affirment qu'elles ont été exclues de l'aide RAP. D'après les leaders du village, ces familles n'ont pas été invitées aux réunions du RAP, et les fonctionnaires du Département forestier ont décidé que les compensations pour les dommages causés par l'antérieur projet de la Banque concernent uniquement les familles qui ont déjà des champs permanents (patta).

Les leaders communautaires et les ONG signalent que l'ensemble du projet de gestion communautaire ne s'adapte plus à la réalité, puisqu'il va à l'encontre des initiatives actuelles du gouvernement, orientées à reconnaître les droits coutumiers sur la forêt, dans le cadre de la loi de 2006 sur la reconnaissance des droits forestiers dans le cas des tribus enregistrées et autres habitants traditionnels de la forêt. Les inconvénients et les graves erreurs de conception du RAP (parmi lesquelles le montant arbitraire des compensations n'est pas la moindre) font que de plus en plus de villages refusent d'y participer. De plus, de nombreuses ONG locales sont en train de refuser

de mettre en oeuvre ce plan de réinstallation.

Maintenant que le projet touche à sa fin (fin 2007), des villageois comme ceux de Gorapadu, dans le district de Srikakulam, se plaignent que le projet APCFM financé par la Banque mondiale manque de transparence et qu'il comporte moins de participation de la communauté que l'antérieur projet de la Banque. Les autorités villageoises ont dû recourir à la Loi sur la liberté de l'information pour obtenir des renseignements sur l'usage que le Département forestier a fait des fonds du projet, et ils ont découvert des informations qui confirment leurs craintes de corruption. Les ONG locales, qui se sont retirées du projet il y a longtemps, disent qu'elles ne se laisseront plus duper par les promesses de la Banque d'une nouvelle approche participative de la gestion des forêts.

« Lorsque nous avons entendu parler du projet pour la première fois, nous avons pensé que la 'communauté' allait y jouer un rôle primordial, et que les populations allaient reprendre le contrôle des terres boisées. Nous avons cru que le projet allait être nourrissant, comme une gourde pleine de beurre clarifié. Mais lorsque nous avons bu de cette gourde, nous avons trouvé que son contenu n'avait aucun goût. Rien de riche là-dedans. Pas de 'communauté' dans le projet CFM. Ses bontés ont disparu. » [Sanjeeva Rao, Association Velugu, novembre 2006]

Les autorités villageoises et les ONG portent maintenant leurs plaintes au sujet du RAP et du projet APCFM en général aux agences de mise en oeuvre et aux organes de supervision « indépendants ». Néanmoins, à ce point les communautés ne gardent que peu d'espoir d'obtenir une réparation véritable des problèmes causés par les interventions présentes et passées de la Banque mondiale. Pour l'instant, tout semble indiquer que le Département forestier va continuer à nier l'existence d'un quelconque problème autour du projet, et qu'il rejettera les doléances légitimes de la population, les qualifiant d'infondées ou de « mal informées ».

Tom Griffiths, FPP, adresse électronique : [tom@forestpeoples.org](mailto:tom@forestpeoples.org)

Pour en savoir plus :

Contactez Ravi Rebbapragada et Bhanu Kalluri, [samatha@satyam.net.in](mailto:samatha@satyam.net.in), et Tom Griffiths, [tom@forestpeoples.org](mailto:tom@forestpeoples.org). Article complet : Griffiths, T. (2006), Going from bad to worse: World Bank forestry project in Andhra Pradesh fails Adivasi communities, [http://www.forestpeoples.org/documents/ifi\\_igo/wb\\_andhra\\_pradesh\\_dec06\\_eng.shtml](http://www.forestpeoples.org/documents/ifi_igo/wb_andhra_pradesh_dec06_eng.shtml).

Pour des analyses préalables de ce même projet de la Banque mondiale, voir : Griffiths, T., Rebbapragada, R. et Kalluri, B. (2005) : « L'escroquerie de la 'gestion communautaire des forêts' en Inde : évaluation critique d'un projet financé par la Banque mondiale en Andhra Pradesh », bulletin n° 93 du WRM (avril 2005). Voir aussi : FPP et Samata (2005) : Andhra Pradesh Community Forest Management Project – A preliminary independent evaluation of a World Bank forestry project [http://www.forestpeoples.org/documents/ifi\\_igo/wb\\_andhra\\_pradesh\\_cfm\\_proj\\_may\\_05\\_eng.pdf](http://www.forestpeoples.org/documents/ifi_igo/wb_andhra_pradesh_cfm_proj_may_05_eng.pdf).

[index](#)

---

### **– Kenya: semons la paix et l'espoir, non le conflit!**

Wangari Maathai, Prix Nobel de la Paix 2004, ministre adjoint de l'Environnement et des ressources naturelles et membre du parlement, lança en 1977 le Mouvement Ceinture Verte qui, à partir du Kenya, se propagea à travers toute l'Afrique.

Ce mouvement a un programme de conservation de l'environnement centré sur la promotion de la plantation d'arbres indigènes dans les bassins forestiers et les réserves riveraines, les fermes privées à fort accès communautaire et les espaces publics, pour préserver la diversité biologique locale. Les arbres indigènes sont fournis comme les essences les plus appropriées pour assurer la conservation, obtenir des herbes et des médicaments, donner de l'ombre, augmenter la diversité biologique et protéger les sites culturels. Les espèces exotiques à croissance rapide sont fournies pour subvenir aux besoins ménagers et pour le fourrage. Néanmoins, Maathai prévient que l'introduction de certaines espèces végétales exotiques peut avoir des effets graves sur l'équilibre de l'écosystème.

Tout en encourageant la plantation d'arbres, Wangari Maathai est loin de préconiser le modèle de plantation à grande échelle en régime de monoculture. Elle a conseillé de ne pas donner la priorité aux plantes exotiques qui, à son avis, représentent une menace pour la flore et la faune africaines. « Le fait de penser tout le temps à l'argent pousse les gouvernements à sacrifier notre riche diversité biologique », a-t-elle dit à une interview (*The East African Magazine*, 13-19 novembre 2006). Elle a signalé que la tendance actuelle met « trop l'accent sur des arbres comme l'eucalyptus ». « Dans quelques années, le niveau de l'eau va commencer à baisser à cause de la consommation d'eau souterraine de ces arbres, parce qu'ils en consomment trop. L'argument est qu'ils mûrissent vite. Mais le problème est qu'on est en train de les introduire dans les hautes terres, qui sont le siège du système naturel de drainage de tout le continent, sans lequel les animaux et les gens ne peuvent pas survivre en aval », a-t-elle dit.

Dans un but semblable, et même avec le Mouvement Ceinture Verte comme partenaire, le PNUE a lancé une grande campagne de plantation d'arbres, dénommée *Plant for the Planet: Billion Tree Campaign* (Planter pour la planète : campagne pour un milliard d'arbres), qui encourage la plantation d'arbres indigènes et d'autres qui sont appropriés à l'environnement dans des zones de forêts naturelles dégradées et des zones désertes. L'objectif est de planter au moins un milliard d'arbres dans le monde entier durant 2007.

Néanmoins, le projet encourage aussi les « plantations gérées de façon responsable », et cela soulève un certain nombre de doutes, étant donné que la campagne inclut deux systèmes de certification (le PEFC et le FSC) qui ont systématiquement certifié des plantations industrielles non durables, et qu'elle inclut également la FAO, principal promoteur (dans le passé et encore aujourd'hui) des plantations en régime de monoculture. Il convient de signaler que, d'après la campagne, « le mélange d'espèces est préférable à la monoculture ». Cet énoncé ressemble de près à celui du critère 10.3 du FSC, suivant lequel « la diversité de la composition des plantations est préférable ». Pourquoi ne pas dire, tout simplement, que les grandes monocultures d'arbres ne seront pas acceptées dans le cadre de cette campagne ?

L'importance que la campagne accorde à l'engagement à planter des arbres – qu'il s'agisse d'un seul ou de 10 millions – peut facilement aboutir à la participation d'intérêts commerciaux et industriels qui l'utiliseraient pour faire de la publicité à leurs vastes monocultures. À cet égard, il est révélateur de constater que le « partenaire inaugural » de la campagne n'est autre que Toyota, une entreprise japonaise impliquée dans la manipulation génétique d'arbres pour les plantations. Verrons-nous bientôt débarquer Weyerhaeuser, APRIL, Advance Agro, Sappi, Mondi, Stora Enso, Metsa Botnia, Smurfit et le reste comme « partenaires » de la campagne ?

Il est essentiel de respecter l'esprit des paroles de Wangari Maathai : « lorsque nous plantons des arbres, nous semons la paix et l'espoir ». Les citations ci-dessus montrent bien qu'elle pense à des essences indigènes ou à de petites plantations communautaires. Si les grandes monocultures d'arbres y sont incluses, le résultat sera que la campagne atteindra facilement son objectif, mais

qu'elle aura semé le conflit et le désespoir.

Article fondé sur des informations tirées de : "Unbowed. One Woman's Story", Wangari Muta Maathai, William Heinemann, 2006; "Beware those foreign plants", The East African Magazine, Novembre 13-19, 2006.

[index](#)

---

### **– Malaisie : un projet de plantation d'acacias menace la forêt de Belum-Temenggor**

Des décennies durant, la présence d'insurgés communistes maintint la frontière Nord de la Malaisie à l'abri de l'exploitation. Trop dangereuse pour être ouverte au tourisme ou au développement, la forêt de Belum-Temenggor conserva sa splendeur intacte, pendant que la nation construisait des grandes routes et des superstructures et qu'elle obtenait du bois dans d'autres forêts.

S'étendant sur 3 000 kilomètres carrés, cette forêt tropicale presque intacte est aujourd'hui un trésor de diversité biologique. La principale intrusion qu'elle subit fut la construction, en 1975, de la route nationale Est-Ouest, un ruban de bitume de 124 km de long qui s'étire de Gerik à Jeli pour atteindre Kelantan et la côte orientale.

Les insurgés ne cessèrent leurs activités qu'en 1989 et, quelques années plus tard, l'exploitation forestière put commencer une fois levé le couvre-feu. Néanmoins, l'habitat resta suffisamment sain pour accueillir une mégafaune incluant le tigre malais et l'éléphant asiatique, la collection complète des dix calaos malais, des plantes spéciales comme la rafflesia aux fleurs géantes et les anciens cycas, une grande variété de singes et de gibbons, et de nombreuses communautés orang asli.

La nationale Est-Ouest divise cette forêt, qui est un seul écosystème énorme, en deux parties : la réserve de la forêt Belum au Nord, et la réserve de la forêt Temenggor au Sud.

À présent, une menace plane sur ces deux forêts : le gouvernement Perak a l'intention de planter d'acacias une bande de 4 km de large le long de la route nationale. S'il le fait, le bouleversement écologique sera tel qu'il risquera de transformer la forêt Belum-Temenggor en un paysage fragmenté, et les conséquences en seront désastreuses. Les grands animaux ont besoin de grands espaces ; les dimensions de la forêt sont donc très importantes pour que les mammifères sauvages gardent une population susceptible de se reproduire, avec des pools suffisants de diversité génétique.

D'après les déclarations des autorités, « l'établissement de plantations forestières [sic] doit se faire à l'extérieur de la forêt permanente protégée », et ils « doivent tenir compte aussi de la préoccupation actuelle à l'égard de l'environnement et de la conservation de la diversité biologique ». La réserve de Belum est déjà protégée car elle fait partie du Parc Royal de Belum ; en revanche, certaines zones de la réserve de Temenggor relèvent d'une directive de suspension de l'exploitation prononcée par Perak Menteri Besar Datuk Seri Mohamad Tajul Rosli Ghazali, qui entre en vigueur cette année.

Pour l'instant, Perak a révélé peu de chose sur son plan de plantation d'acacias mais, quoi qu'il en soit, l'idée de faire des plantations le long de la route nationale Est-Ouest est plutôt mauvaise.

Les plantations d'acacias sont des monocultures stériles : un seul type d'arbre, des feuilles immangeables, un couvert limité pour les animaux, un habitat inapproprié pour la plupart des

espèces, dépourvu du type d'activité biologique dont les forêts tropicales regorgent. Examinons les exemples de Sumatra et du Sarawak, où de grandes plantations d'acacias sont intercalées dans des zones protégées.

Les usines de pâte de Sumatra requièrent du bois aussi bien des forêts naturelles que des plantations. Lorsque les acacias des plantations ne produisent pas assez de rondins pour satisfaire la demande des usines, il y a des problèmes et les forêts naturelles subissent des pressions. Les plantations d'acacias et de palmiers à huile entourent le Parc national de Tesso Nilo, qui fait partie de la plus grande forêt de plaine qui reste et qui est indispensable aux tigres et aux éléphants. Le rétrécissement des habitats pousse les éléphants, qui n'aiment pas l'acacia, à chercher des fruits et des feuilles fraîches à d'autres endroits, comme les potagers des villages et les plantations de palmier à huile.

Au Sarawak, le gouvernement commença en 2003 à développer 150 000 ha de plantations d'acacias dans une zone de forêt plantée (ZFP), dans le but de satisfaire la demande de matière première des usines de pâte. La ZFP est une mosaïque d'arbres plantés, de forêt naturelle, de zones tampon riveraines et de couloirs de faune, ces deux derniers étant des réserves pour la conservation. Du point de vue écologique, les chercheurs ont trouvé que les seuls animaux qui se nourrissaient dans les plantations d'acacias étaient les sangliers à barbe, une espèce robuste qui s'adapte à la végétation secondaire des forêts fragmentées. Transformer une forêt tropicale complexe en une monoculture n'a pas de sens.

En ce moment, la route nationale Est-Ouest n'est qu'une cicatrice en travers d'un écosystème passablement intact, mais la plantation d'acacias prévue implique de défricher une étendue de quatre kilomètres de large, créant ainsi deux habitats distincts qui ne peuvent plus fonctionner écologiquement comme avant.

Voici quelques-unes des conséquences possibles pour la forêt de Belum-Temenggor si la nationale Est-Ouest devient un couloir de bois à pâte :

- Diminution du potentiel touristique. Aujourd'hui, on a encore la possibilité de voir des éléphants et d'autres animaux lorsqu'on circule sur la nationale Est-Ouest. Demain, on risque de voir des camions chargés de troncs défiler comme une armée de fourmis.
- Imprudence de la fragmentation. La plantation d'acacias fonctionnera comme une barrière, empêchant d'accéder facilement à la route pour la traverser, réduisant la protection des animaux et les exposant pendant trop longtemps aux dangers, perturbant les habitudes migratoires et les besoins territoriaux indispensables pour trouver les ressources alimentaires éparses et les partenaires potentiels pour la reproduction.
- Surabondance de sangliers. Du moment que les sangliers sont les seuls animaux à se nourrir dans les plantations d'acacia, ils risquent de dominer dans les environs de la route et de devenir un vrai fléau pour les voyageurs, qui devront éviter leurs migrations massives et leurs déplacements nocturnes.
- Élargissement de la zone de conflit. Les éléphants et d'autres animaux vont parfois manger dans les champs cultivés et détruisent des récoltes. Jusqu'à présent, les éléphants sont restés à l'écart des plantations d'acacias, mais en ouvrant la nationale Est-Ouest à l'activité humaine la fréquence des conflits augmentera, surtout dans les endroits proches des routes habituelles des animaux. D'autre part, si les sangliers à barbe préfèrent les plantations d'acacias, les tigres ne vont-ils pas se déplacer pour se régaler d'une de leurs proies ? Alors, les braconniers ne vont-ils pas se déplacer eux aussi pour profiter de l'occasion de tuer cette espèce en péril, qui vaut une fortune sur le marché noir ?

- Expansion de la route du papier. Malgré les énormes plantations d'acacias, les grandes usines papetières de l'Indonésie continuent d'obtenir du bois dans les forêts naturelles pour répondre à la demande en matière de production et de remboursement de la dette. Que se passera-t-il si les 40 000 ha le long de la route nationale ne sont pas suffisants ? Pour satisfaire l'industrie de la pâte et du papier, la pression pour l'expansion et l'invasion illégale risquent d'être permanentes et de l'emporter sur les efforts de conservation.

La nationale Est-Ouest est indispensable à la croissance économique du Nord de la Malaisie. La forêt de Belum-Temenggor est indispensable à la conservation de la diversité biologique et à l'intégrité écologique de la base des ressources naturelles de la Malaisie.

Les Malais doivent décider si la nationale Est-Ouest restera entourée d'un refuge pour la nature, ou si elle deviendra le moyen d'avancer les frontières de l'indulgence capitaliste.

Extrait de : "Choking our forest reserves", Rick Gregory,  
<http://thestar.com.my/lifestyle/story.asp?file=/2007/1/23/lifefocus/16591171&sec=lifefocus>.

[index](#)

---

### – Vietnam: que se passe-t-il dans le secteur de la pâte et du papier ?

L'industrie papetière du Vietnam est en plein essor. En 1995, la production de papier fut de 220 000 tonnes. En 2007, l'Association papetière vietnamienne entend produire plus d'un million de tonnes. La demande ayant dépassé de loin l'offre en 2006, le Vietnam dut importer 709 000 tonnes de produits de papier. Une part considérable du papier produit est destinée au conditionnement, du fait de l'expansion des exportations vietnamiennes.

À présent, l'industrie de la pâte ne satisfait que 37 % de la demande intérieure, et le Vietnam doit importer de la pâte également pour que ses papeteries continuent de fonctionner. Cette industrie prévoit d'importer 232 000 tonnes de pâte en 2007.

Mais la situation pourrait changer prochainement. D'après les plans dressés en 2006 par le ministère de l'Industrie pour l'industrie papetière, le secteur de la pâte et du papier a besoin d'un investissement de six milliards de dollars US d'ici 2020. Cela a déjà démarré : des travaux pour porter la capacité de production à près de 750 000 tonnes ont commencé ou sont déjà prévus.

La construction de l'usine de pâte d'An Hao, dans la province de Tuyen Quang (Nord du Vietnam), a commencé en mai 2006. La société japonaise Marubeni a souscrit un contrat de 130 millions USD pour construire cette usine de 130 000 tonnes par an. La deuxième étape du projet est la construction d'une papeterie. Le gouvernement a approuvé de consacrer une surface boisée de 380 000 à alimenter l'usine.

Dans le Sud du Vietnam, l'usine de pâte de Phuong Nam, dans la province de Long An, est en construction. Phuong Nam va produire 100 000 tonnes de pâte de kéraf par an. La banque française Société Générale y investit la coquette somme de 70 millions USD pour l'importation d'équipement et de services. La société financière Petrovietnam et la compagnie d'investissement et de développement du Transport et des Communications participent également au financement du projet. L'entreprise autrichienne Andritz fournit la machinerie, avec le soutien des agences de crédit à



l'exportation d'Autriche, d'Allemagne et de Suède.

En août 2006, la Compagnie d'Export-import de Saïgon a annoncé son projet d'investir 150 millions USD dans une usine de pâte de 115 000 tonnes par an dans le district de Nui Thanh, dans la province centrale de Quang Nam. Pour satisfaire la demande de matière première de cette usine, les autorités de Quang Nam ont alloué 30 000 hectares à la plantation d'acacias et d'eucalyptus.

En novembre 2006, la Compagnie générale du Papier du Vietnam (CGPV) a annoncé qu'elle investirait près de 300 millions USD dans l'expansion de la Compagnie papetière Bai Bang, située dans la province de Phu Tho. La CGPV prévoit de construire à Bai Bang une chaîne de production de pâte de 250 000 tonnes par an. Encore 100 millions USD seront affectés à des « zones de matières premières », autrement dit à des plantations industrielles d'arbres, qui s'étendront sur un total de 160 000 hectares dans cinq provinces.

En janvier 2007, l'entreprise japonaise Lee & Man Paper Manufacturing a annoncé qu'elle projetait de construire au Vietnam une fabrique de carton ondulé de 320 000 tonnes par an et une usine de pâte de 150 000 tonnes par an. Lee & Man serait intéressée également à investir dans des projets de plantation dans le pays.

Ces projets d'usines de pâte (à l'exception de Phuong Nam, qui utilisera du kénaï planté par des agriculteurs) comporteront une multiplication des plantations industrielles d'arbres, une plus forte diminution de la diversité biologique, davantage de rivières épuisées, la baisse du niveau des nappes phréatiques et moins de terres disponibles pour l'agriculture et les populations rurales.

Il y a quelque temps, William Sunderlin et Huynh Thu Ba, chercheurs au Centre international de recherche forestière, se sont posé deux questions à propos du Vietnam : quelle est la contribution des forêts à l'atténuation de la pauvreté, et à quel point les plans pour la plantation d'arbres sur une grande échelle sont compatibles avec l'objectif du gouvernement d'éliminer la pauvreté. Ils ont conclu qu'on ne pouvait pas y répondre, parce que « il n'y a pas encore eu de recherche empirique spécifiquement orientée à répondre à ces questions ».

Pourtant, même en l'absence d'une telle recherche, le développement des plantations industrielles d'arbres pour alimenter l'industrie de la pâte est fortement subventionné par le gouvernement vietnamien et par des agences d'aide bilatérales et multilatérales. Tandis que les profits de ces subventions reviennent à l'industrie de la pâte et du papier et aux industries d'exportation, la population rurale en subit les impacts.

En août 2006, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MARD) a annoncé qu'il allait procéder à « l'afforestation intensive » de 258 000 hectares dans les hauts plateaux du Centre. En février 2007, le MARD a annoncé le projet d'établir 2,4 millions d'hectares de plantations dans les régions montagneuses du Nord au cours des cinq prochaines années. D'après le sous-secrétaire à l'Agriculture, Hua Duc Nhi, les plantations ont pour but de fournir de la matière première à l'industrie de la pâte qui, une fois les plantations établies, produira 700 000 tonnes par an dans la région Nord du pays.

Le gouvernement allemand est en train de financer un projet qui consiste à établir des plantations dans cinq provinces du Nord du Vietnam. La Banque asiatique de développement a approuvé un prêt de 45 millions USD pour un projet « d'afforestation » dans les hauts plateaux du Centre. La Banque mondiale finance un projet de développement du secteur forestier dans quatre provinces côtières du Centre. Ce projet vise à établir 66 000 hectares de plantations.

Pendant ce temps-là, le projet phare du gouvernement, dénommé Programme de reboisement de cinq millions d'hectares, semble en train d'imploser. Ce projet a débuté en 1998, avec l'objectif de planter cette année-là un million d'hectares de plantations industrielles d'arbres pour l'industrie de la pâte et du papier. « Au Vietnam, on fait des plans qui ne sont pas appropriés, et puis on les annule », avait expliqué en 2003 un spécialiste en foresterie de la Banque mondiale à Keith Barney, un chercheur canadien. Cet expert de la Banque a qualifié de « pas réaliste » le projet de reboisement de cinq millions d'hectares. Deux années plus tard, Hua Duc Nhi, sous-secrétaire du MARD, a reconnu que la plantation d'arbres « avait du retard ». Les analyses du gouvernement ont trouvé que la qualité des plantations était médiocre et que la production de bois était faible. À présent, l'objectif a été ramené à trois millions d'hectares.

En janvier 2007, Education Nature Vietnam a informé que « les audits du gouvernement ont révélé que, entre 1998 et 2005, un total de 35 milliards de VND (2,25 millions USD) ont été détournés d'un fonds national pour l'afforestation par les autorités provinciales et destiné à des fins privées ».

Chris Lang, adresse électronique : [chrislang@t-online.de](mailto:chrislang@t-online.de) , [www.chrislang.blogspot.com](http://www.chrislang.blogspot.com)

[index](#)

---

## PUITS DE CARBONE

### – Ouganda: notes d'une visite au mont Elgon

Le paysage est vert près de la frontière sud du parc national du mont Elgon, et la terre volcanique y est fertile. Pourtant, depuis la création du parc en 1993, il existe un conflit parfois violent entre son administration et les paysans.

En juillet 2006, je me suis rendu au parc national du mont Elgon avec Jutta Kill, de Sinkswatch, et Timothy Byakola, de Climate Development Initiatives. La visite faisait partie d'une recherche que nous menions pour le WRM, sur un projet de compensation d'émissions de carbone par la plantation d'arbres mis en oeuvre par la fondation néerlandaise FACE et l'Autorité ougandaise pour la faune (UWA). À ce jour, sur un total de 25 000 hectares, près de 8 500 hectares ont été plantés d'arbres indigènes autour de la frontière du parc national. Le projet a reçu la certification de bonne gestion de SGS Qualifor, suivant le système du Forest Stewardship Council.

Le président d'un conseil villageois nous a dit que, par suite des expulsions du parc faites en 1993, plusieurs personnes étaient mortes. « Nous avons obtenu la terre en 1980 », a-t-il dit. « Après que le mont Elgon a été déclaré parc national, notre propriété a été détruite et nos maisons brûlées. Depuis, nous vivons ici, dans ce centre commercial. » Il nous a dit que l'UWA leur avait promis des indemnités, mais qu'aucune n'avait jamais été payée.

« L'année dernière nous avons planté », nous a-t-il dit, « mais lorsque nous allions dans la forêt on nous battait. Cinq ou six personnes sont mortes. Nous avons dénoncé au tribunal ce qui s'est passé, mais nous attendons toujours sa décision ». Il nous a raconté qu'au début de 2006 le Président avait vu que les gens étaient désespérés et qu'il avait dit que les paysans pouvaient retourner dans leur terre. « Mais nous y sommes retournés avec peur. L'UWA ne nous traite pas comme des êtres humains. »

Plusieurs villageois nous ont raconté des histoires de violence et de menaces de la part des gardes forestiers de l'UWA. L'un d'eux nous a parlé d'un paysan qu'on avait obligé à manger les intestins d'une souris morte. Un autre a raconté que les gardes forestiers avaient forcé un paysan à avoir des rapports sexuels avec une chèvre. D'autres ont parlé de cas où les gardes forestiers avaient obligé des hommes du village à avoir des rapports entre eux.

Je leur ai dit que la fondation FACE reconnaissait qu'il y avait eu quelques problèmes en 1993, mais qu'elle déclarait que, d'une manière générale, les choses allaient mieux maintenant autour du parc national. « Non. Les problèmes se sont aggravés », a répondu un villageois. « Les choses que nous avons racontées se sont passées récemment », a ajouté un autre.

Quand je leur ai dit que la fondation FACE affirmait que son projet créait des emplois, ils ont ri. L'un d'eux a répondu : « Non, la fondation FACE n'a créé aucun emploi dans notre village ». Je leur ai demandé si quelqu'un de la fondation FACE avait visité leur village. La réponse a été que la dernière fois qu'UWA-FACE avait planté des arbres dans cette zone c'était en 1994.

Aucun des villageois n'avait entendu parler du Forest Stewardship Council.

Nous avons visité un centre commercial à Buwabwala Parish, où les paysans se sont installés en 1993 après avoir été expulsés du parc national. Beaucoup d'entre eux avaient acheté des terres aux fonctionnaires forestiers à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Les gardes forestiers n'avaient pas été payés depuis des mois, et ils tenaient à gagner de l'argent en distribuant des terres. À la même époque, sous les régimes d'Idi Amin et de Milton Oboto, le gouvernement a encouragé le déboisement pour que les groupes antigouvernementaux ne puissent pas se cacher dans la forêt. Les paysans ont vendu leurs terres au pied du mont Elgon pour acheter aux gardes des terres situées plus haut. Lorsque le gouvernement a déclaré ces transactions illégales, ils ont tout perdu.

Un villageois s'est présenté comme représentant des personnes expulsées, non seulement dans le village mais devant la Haute Cour également. « Autrefois, les gens et le parc avaient des rapports d'amitié. Nous voulons que la forêt soit là. Nous connaissons les avantages de la forêt », a-t-il dit.

Il nous a raconté qu'après les expulsions de 1993 le gouvernement a laissé trop peu de terre aux paysans. « L'UWA et l'UPDF nous ont chassés par les armes. Toutes nos propriétés ont été démolies et nos terres ont été annexées au parc national. »

« En 1998, nous avons porté plainte au tribunal. Le tribunal nous a aidés. Il nous a donné des terres en attendant de prendre une décision. Mais les gardes forestiers de l'UWA ne nous laissent pas utiliser ces terres. Nous les avons plantées, mais on nous menace jour et nuit. L'UWA détruit parfois nos récoltes. Nous avons des contrats et des documents du tribunal, y compris des 'Certificats de Titre'. Nous avons demandé que le gouvernement nous aide à faire que l'UWA reste à sa place jusqu'à ce que le tribunal prenne une décision. »

Les villageois nous ont dit qu'ils avaient été attaqués par les gardes forestiers de l'UWA. L'un d'eux a été battu et porté au commissariat. Un autre nous a montré les blessures qu'il avait au menton, où les gardes de l'UWA l'avaient frappé avec une carabine. Un autre avait une main fracturée, résultat des coups des gardes. Un autre encore a été couché par terre et on a placé une lourde pierre sur son dos pour qu'il ne puisse pas bouger. À présent il a des problèmes de santé. Un autre ne quitte plus son lit depuis qu'il a été battu. « Ce ne sont que quelques cas parmi bien d'autres », a dit le représentant du village. « L'UWA n'a jamais été poursuivie. Nous avons plusieurs fois rapporté ses actions aux

autorités mais, comme nous sommes pauvres, rien ne s'est jamais passé. »

« Hier, l'UWA a arraché les oignons de nos potagers », a dit un villageois. « Ce matin il y a eu un coup de feu », a ajouté un autre.

J'ai demandé si le projet UWA-FACE avait créé des emplois dans le village. La réponse a été : « Aucun de nous n'a jamais été employé dans le parc national, aucun ». En outre, aucun représentant de la fondation FACE n'a jamais visité le village. À ma question sur le FSC, j'ai reçu la même réponse : ils n'en avaient jamais entendu parler. De toute façon, lorsque les gens viennent dans le village ils ont leur propre programme, a expliqué un villageois. « Quand vous demandez quelque chose, vous entendez siffler une balle », a-t-il dit.

Un paysan a ouvert une enveloppe qui contenait des cartouches. « Elles ont été tirées par des gens qui essayaient de nous tuer », a-t-il dit. « Certains sont morts. D'autres ont été blessés. »

Les droits fonciers sont la clé du bien-être des paysans. « Il est presque impossible d'envoyer un enfant à l'école quand on n'a pas de terre », nous a expliqué l'un d'eux. « Nous ne voulons pas tout le parc national, tout ce que nous voulons c'est qu'on nous rende nos terres », a ajouté un autre.

Le premier pas pour résoudre le problème des droits fonciers de ceux qui habitent à l'intérieur et autour du parc est de reconnaître que la frontière de ce dernier (et une bonne partie du parc également) est fortement contestée. Toute solution autoritaire de ce problème aboutira à de nouveaux conflits entre les gens des lieux et l'administration du parc. La fondation FACE contribue à la tension existante parce qu'il faut protéger le carbone stocké dans les arbres des dégâts que les communautés locales peuvent commettre. Dans le cadre du projet UWA-FACE, on est en train de démarquer les frontières du parc, non pas avec des pierres, mais avec du carbone. Plutôt que de se centrer sur les « droits » de l'UWA à gérer le parc national et les « droits » des peuples du Nord à continuer à polluer, il faut commencer d'urgence à voir les choses du point de vue des droits des gens qui habitent dans le parc national du mont Elgon et dans ses environs.

Chris Lang, adresse électronique : [chrislang@t-online.de](mailto:chrislang@t-online.de), [www.chrislang.blogspot.com](http://www.chrislang.blogspot.com). Le rapport "A funny place to store carbon: UWA-FACE Foundation's tree planting project in Mount Elgon National Park, Uganda", de Chris Lang et Timothy Byakola, est disponible sur : <http://www.wrm.org.uy/countries/Uganda/book.html>.

[index](#)

---

## BIOCARBURANTS

**– La méthode sans perspective d'avenir de l'UE pour rendre les transports compatibles avec le climat : plus on bouffe du carburant, plus on est vert**

Les biocarburants sont la coqueluche des fabricants de voitures et des politiciens, désireux d'être perçus comme « verts » sans s'attaquer directement au problème des émissions toujours croissantes que produisent les transports. À l'Union européenne aussi ils sont fort en vogue. Le 10 janvier, la Commission européenne a présenté son nouveau plan sur l'énergie et les biocarburants, que l'on peut résumer en huit mots : des ennuis pour les gens et le climat.

Le document de la Commission propose que dix pour cent des carburants de transport (l'aviation exclue) utilisés dans l'UE soient remplacés par des biocarburants d'ici 2020. Ces biocarburants proviendront de divers produits agricoles, dont le colza, le maïs, la betterave à sucre, les céréales, le palmier à huile, la canne à sucre et le soja. Certains d'entre eux seront cultivés dans l'UE mais, la capacité de cette dernière étant limitée, plus la demande européenne de carburant « vert » sera grande, plus il faudra en planter dans les pays du Sud. Puisque la Commission a établi comme objectif un pourcentage du volume total de carburant utilisé pour les transports, toute augmentation de la consommation augmentera le volume des biocarburants. À l'heure actuelle, les carburants de transport sont la source d'émissions qui grandit le plus rapidement dans l'UE ; ainsi, il y aura une demande substantielle de biocarburants importés du Sud.

Ceci est particulièrement inquiétant, car il devient de plus en plus certain que la demande actuelle de biocarburants de l'UE est en train d'encourager dans le monde entier, de l'Amérique du Sud à l'Asie du Sud-Est, la destruction des forêts et la transformation d'écosystèmes riches en diversité biologique.

Au Cameroun, par exemple, l'expansion de la plus grande plantation de palmier à huile (SOCAPALM) se fait aux dépens des forêts que les populations locales ont traditionnellement utilisées. Cette expansion est à l'origine de conflits fonciers avec les Bagyeli, les Bulu et les Fang, dont les terres ont été confisquées sans compensation. Les emplois créés dans les plantations – où les gens des lieux sont rarement embauchés – sont souvent temporaires, sans contrat de travail, sans assurance-maladie ni contre les accidents, et les salaires sont extrêmement bas : un travailleur non qualifié gagne un peu plus d'un euro pour une journée de travail de douze heures. Les produits agrochimiques et les fuites des raffineries polluent les rivières des environs, ce qui restreint encore les possibilités de subsistance de la population.

En plus de compromettre les moyens de vie des habitants et d'accroître le déboisement et la conversion à l'agriculture intensive, le processus de production de nombreux biocarburants augmente les émissions de gaz à effet de serre au lieu de les réduire. Une étude récente menée par l'organisation conservatrice Wetlands International sur les conséquences pour l'environnement de la production d'huile de palme dans le Sud-Est asiatique a montré que l'utilisation de ce produit en Europe pourrait générer jusqu'à 10 fois plus de CO<sub>2</sub> que l'utilisation de l'équivalent en combustibles fossiles.

Dans le rapport de la Commission, ces dangers ne sont mentionnés qu'en passant. En revanche, les biocarburants sont vantés comme une opportunité pour les économies du Sud. Le document omet de signaler que les gains découlant d'un tel commerce orienté à l'exportation bénéficieront très peu de personnes, tandis que beaucoup d'autres perdront leurs terres traditionnelles en faveur des monocultures et subiront l'augmentation des prix des denrées de base. Si les objectifs de l'UE en matière de biocarburants encouragent la production de biomasse dans le Sud, l'UE sera responsable de la réduction de la superficie consacrée à la production d'aliments, donc d'une atteinte à la sécurité alimentaire au plan local et international. Les objectifs des États-Unis en matière de biocarburants ont été critiqués eux aussi parce qu'ils requièrent une part excessive des récoltes de maïs (20 pour cent en 2006). La demande de biocarburant de ce pays a déjà accru le déficit mondial de céréales et fait monter les prix d'aliments de base tels que la tortilla au Mexique.

D'autre part, la Commission ne dit rien d'un autre point important : l'intérêt de l'industrie biotechnologique à promouvoir les biocarburants. Les variétés génétiquement modifiées de plusieurs cultures utilisées maintenant pour la production de biocarburants (le maïs, le soja et le colza) se sont heurtées à une forte résistance, surtout en Europe, lorsqu'il s'agit de les consommer comme

aliments. Donc, l'industrie espère les faire accepter en tant que biocarburants.

La stratégie de l'UE en matière d'énergie devrait s'attaquer à l'augmentation du volume des transports, qui est un véritable problème. Il est essentiel d'investir dans des projets de transports publics bien conçus et abordables, mais le plan de l'UE n'en parle pas. Le document ne laisse aucun doute que la « sécurité énergétique », et non le changement climatique ou l'atténuation de l'incidence de l'UE sur l'environnement, est l'objectif premier de l'augmentation de l'utilisation de biocarburants dans le secteur des transports européens. Cela explique peut-être le peu d'attention accordée à des mesures que l'on pourrait prendre, à l'intérieur de ce secteur, qui seraient bien plus utiles pour enrayer le changement climatique. La limitation de la vitesse et un meilleur rapport entre le poids et la puissance pour les nouvelles voitures et les nouveaux camions auraient pour résultat une économie de carburant semblable, et celle-ci serait encore plus grande si l'on adoptait des pneus aptes à réduire la consommation de carburant et des moteurs plus petits dans les voitures de voyageurs. Il faudrait faire tout cela, et passer ensuite à la substitution des systèmes de transport individuel par des systèmes de transport public intelligents. Or, la Commission rejette toutes ces options, les considérant comme marginales et ne méritant pas d'être approfondies. Elle préfère l'importation de biocarburants, qui risque de ruiner les politiques climatiques et environnementales destinées à limiter l'incidence du secteur européen des transports sur le climat. Il n'est donc pas étonnant que plus de soixante organisations écologistes et pour la justice sociale aient déjà commencé à réclamer que l'UE mette fin à ses projets de biocarburants.

Jutta Kill, FERN, adresse électronique : [jutta@fern.org](mailto:jutta@fern.org), [www.fern.org](http://www.fern.org), [www.sinkswatch.org](http://www.sinkswatch.org) Cet article sera publié dans le numéro 150 de Red Pepper, "Temperature Gauge", à paraître en mars 2007 (<http://www.redpepper.org.uk>).

\* Signez la lettre ouverte contre les objectifs fixés par l'UE en matière de biocarburants à l'adresse [www.biofuelwatch.org.uk](http://www.biofuelwatch.org.uk).

[index](#)

---

### **- La ruée vers les biocarburants : la terre doit servir à alimenter les gens, non les voitures**

L'empressement de l'Union européenne d'encourager l'utilisation et l'importation de biocarburants pour remplacer les combustibles d'origine fossile inquiète sérieusement ceux qui savent que le réchauffement planétaire devrait être attaqué de façon globale et qui réclament une modification radicale des modes actuels de production, de commercialisation et de production du monde occidental.

Le 10 janvier dernier, les membres de la Commission européenne ont pris des décisions au sujet de la directive de l'UE sur les biocarburants, qui sont critiques pour l'avenir de beaucoup de nations du Sud. Quelques jours plus tôt, des réseaux latino-américains, qui dénoncent depuis longtemps les effets graves et irréversibles de l'invasion des écosystèmes et cultures du Sud par des plantations industrielles d'arbres en régime de monoculture, ont appelé les gouvernements et les habitants des pays de l'Union européenne à rechercher des solutions qui n'aggravent pas la situation sociale et écologique, déjà dramatique, des peuples d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Ils ont déclaré que « le temps de la souveraineté alimentaire est arrivé » et que « la terre doit servir à alimenter les gens, non les voitures ».



« L'usage toujours croissant de voitures individuelles fait que la consommation de carburants d'origine fossile, l'une des causes principales du réchauffement de la planète, augmente de jour en jour. Dans ce contexte, l'utilisation de biocarburants peut paraître une bonne solution de remplacement. Cependant, tout semble indiquer qu'elle aura des conséquences graves, en particulier pour les peuples du Sud », dit la lettre, puisque « les cultures destinées à la production d'énergie seront établies dans les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, aux dépens de nos écosystèmes naturels. » Tandis que les Européens préserveront leur mode de vie fondé sur la culture de l'automobile, les habitants des pays du Sud auront de moins en moins de terre pour les cultures vivrières et perdront leur souveraineté alimentaire ; ils dépendront des produits importés, d'Europe peut-être, comme base de leur alimentation. (Voir la lettre ouverte « Nous voulons la souveraineté alimentaire, et non les biocarburants » sur [http://www.wrm.org.uy/subjects/biofuels/EU\\_declaration.html](http://www.wrm.org.uy/subjects/biofuels/EU_declaration.html)).

Le 26 janvier, l'organisation indonésienne Sawit Watch (Oil Palm Watch) a elle aussi adressé une lettre ouverte au Parlement européen, à la Commission européenne, aux gouvernements et aux citoyens de l'Union européenne, où elle affirme que « les plantations de palmier à huile sont une cause majeure de déboisement, d'incendies de forêts, de pollution du sol et de l'eau ; elles sont imposées aux populations locales et aux peuples autochtones sans considération aucune pour leurs droits, leurs moyens de vie ou leur bien-être, et elles sont gérées sans tenir compte comme il faudrait des droits et du bien-être des travailleurs des plantations et des petits propriétaires ». L'organisation dénonce aussi « l'extrême concentration de terres et de ressources naturelles entre les mains d'une poignée d'hommes d'affaires, planteurs de palmier à huile ou industriels de l'huile de palme ». « La politique européenne en matière de biocarburants se traduira donc, inéluctablement, par une diminution encore plus poussée des droits fonciers des populations indigènes et locales, par la disparition de la sécurité alimentaire et par le rétrécissement des terres affectées à l'agriculture et à la subsistance », dit la lettre. Ainsi, elle demande à l'UE « de prendre des mesures efficaces et correctives, en déclarant son engagement avec la justice globale et en adoptant des politiques qui aboutissent à des changements réels, avantageux pour les communautés locales et les peuples autochtones de l'Indonésie. Il est temps de faire que les marchés, les gouvernements et les entreprises rendent des comptes », car « le développement sans justice s'appelle exploitation ». (Le texte intégral de la lettre est disponible sur : <http://tech.groups.yahoo.com/group/biofuelwatch/message/245>).

Se faisant l'écho de ces revendications, près de 160 organisations et personnalités européennes ont envoyé leur propre message le 31 janvier, où elles manifestaient leur profonde inquiétude vis-à-vis des plans présentés par la Commission européenne de fixer un objectif obligatoire pour l'utilisation de biocarburants dans les transports, car cela entraînerait encore davantage de déboisement, de diminution de la diversité biologique, d'expulsions et d'appauvrissement des populations locales. La lettre souligne, entre autres choses, le « risque de l'incidence des biocarburants sur le climat » et le fait que « les biocarburants vont augmenter la pression sur la production d'aliments du monde et diminuer encore la souveraineté alimentaire ». Les signataires appellent les États membres de l'UE « à refuser de fixer des objectifs en matière de biocarburants de transport et à éliminer toute incitation à la production de biocarburants qui risque d'encourager une utilisation susceptible d'entraîner les problèmes décrits. En revanche, il faudrait se centrer sur la réduction de la consommation d'énergie et appuyer l'utilisation d'énergies renouvelables qui soient vraiment durables ».

Les organisateurs continuent de recueillir des signatures d'organisations, groupes locaux et particuliers. Ceux qui voudront signer la lettre ouverte devront adresser un courrier électronique à [info@biofuelwatch.org.uk](mailto:info@biofuelwatch.org.uk). (Le texte intégral de cette est disponible sur : <http://www.biofuelwatch.org.uk/2007Jan31-openletterbiofuels.pdf>).

---

Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts  
Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en portugais et en anglais  
Éditeur: Ricardo Carrère

Secrétariat International  
Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay  
Mel: [wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy)  
Site internet: <http://www.wrm.org.uy>

